	<b>TOUR CIEL</b> 20 Ter rue de Bezons 92400 Courbevoie	<b>Affaire suivie par</b>
		Abdelhadi BRAJLI - 06 68 06 37 30 <a href="mailto:abdelhadi.brajli@risk-control.fr">abdelhadi.brajli@risk-control.fr</a>
Affaire N° : MINISTÈRE DE LA JUSTICE		Opération de Catégorie 3



**MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## Projet d'aménagement d'un parking au CP BDA


CP Bois d'Arcy 5 bis rue Alexandre Turpault 78390 Bois-d'Arcy

# PLAN GÉNÉRAL SIMPLIFIÉ DE COORDINATION SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE


(Établi en vertu des articles L 4532-8 et R 4532-44 à 46 du Code du Travail, mis à jour au cours du chantier en application de l'article R. 4532-47 et 48)

Maitre d'ouvrage	Bureau d'études
<b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b> Région Ile-de-France 3, avenue de la Division Leclerc 94 260 FRESNES	<b>AVERCE</b> 18 avenue Raspail 94100 Saint-Maur-des-Fossés

Indice	Date	Modification / Adaptation	Rédacteur	Phase
A	27/05/2025	PGC initial	Abdelhadi BRAJLI	Conception

	PGCSPS	Projet d'aménagement d'un parking au CP BDA	27/05/2025
		CP Bois d'Arcy 5 bis rue Alexandre Turpault 78390 Bois-d'Arcy	Indice A

<b>0. PREAMBULE.....</b>	<b>5</b>
<b>1. LES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER ET NOTAMMENT CEUX COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE.....</b>	<b>6</b>
1.1. Présentation de l'opération .....	6
1.2. Présentation des intervenants .....	6
1.3. Organismes officiels de prévention .....	6
1.4. Allotissement et Intervenants au titre du présent marché.....	7
1.5. Calendrier des travaux .....	8
1.6. Effectif prévisible des travailleurs appelés à intervenir sur le chantier .....	8
1.7. Déclaration d'ouverture de chantier.....	8
<b>2. LES MESURES D'ORGANISATION GENERALES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR.....</b>	<b>9</b>
2.1. Travaux dans l'existant hors emprise.....	9
2.2. Environnement et Servitudes .....	9
2.3. Accès chantier, stationnement et gardiennage .....	9
2.3.1. Accès chantier .....	9
2.3.2. Accès piétons et riverains .....	9
2.3.3. Contrôle d'accès au chantier.....	9
2.3.4. Reconnaissance des ouvriers. ....	10
2.4. Sujétions d'organisation .....	10
2.4.1. Responsable Sécurité et Hygiène .....	10
2.4.2. Présence de réseaux sous pression et sous tension.....	10
2.4.3. Information Présence d'amiante.....	11
2.4.4. Information Présence de plomb.....	11
2.5. Clôtures de chantier.....	11
2.6. Signalétique, Fléchage, Balisage des travaux.....	11
<b>3. LES MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT .....</b>	<b>13</b>
3.1. Manutentions manuelles des charges. ....	13
3.2. La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou substances dangereuses .....	13
3.3. L'utilisation des Protections Collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale .....	13
3.3.1. Garde-corps provisoires .....	13
3.4. Installation électrique de chantier .....	14
3.4.1. Vérification des installations électriques de chantier .....	14
3.4.2. Documents obligatoires à tenir à disposition sur le chantier .....	15
3.4.3. Installation, entretien et maintenance.....	15
3.4.4. Les installations d'éclairage de chantier .....	15
3.4.5. Armoires et coffrets électriques.....	15
3.5. Dispositions à prendre pour les livraisons (DHOL) .....	16
3.6. Les risques majeurs dus à la Coactivité.....	17
3.7. Recommandations par type de risque.....	19
3.7.1. Chute de hauteur .....	19
3.7.2. Ensevelissement ou enlèvement.....	19
3.7.3. Exposition à des substances chimiques ou à des agents biologiques nécessitant une surveillance médicale particulière.....	19
3.7.4. Travaux de retrait ou de confinement d'amiante .....	20
3.7.5. Risques Electriques : .....	20
Contact avec des pièces nues sous-tension> à la TBT (50V, alternatif) A proximité de lignes aériennes ou enterrées (HTA/HTB) .....	20
3.7.6. Démolition / déconstruction, réhabilitation impliquant les structures porteuses, d'un ouvrage ou partie d'ouvrage (volume >200m3 .....	20
3.8. Mesures de prévention par type de travaux.....	20
3.8.1. Tranchées, pose de canalisations, terrassement, VRD, voiries .....	21
3.8.2. Travaux d'installation électrique .....	24

	PGCSPS	Projet d'aménagement d'un parking au CP BDA	27/05/2025
		CP Bois d'Arcy 5 bis rue Alexandre Turpault 78390 Bois-d'Arcy	Indice A

3.8.3.	Travaux de désamiantage ou en présence de matériaux contenant de l'amiante .....	26
3.8.4.	Travaux de déplombage ou en présence de matériaux contenant du plomb.....	27
3.8.5.	Utilisation d'échafaudage roulant / mobile .....	28
3.8.6.	Utilisation de Plateforme Elévatrice Mobile de Personnel (P.E.M.P) .....	28

#### **4. LES SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER ..... 29**

4.1.	Activités d'exploitation sur le site .....	29
4.2.	Chantier en milieu occupé .....	29
4.2.1.	Chantiers à proximité de l'opération .....	29

#### **5. LES MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT..... 30**

5.1.	Hygiène et conditions d'hébergement.....	30
5.1.1.	Emplacement. ....	30
5.1.2.	Mise à disposition d'installations existantes ou constituées autrement qu'en modulaire .....	30
5.1.3.	Dispositions des installations à mettre en place .....	30
5.1.4.	Accès aux installations de chantier .....	31

#### **6. LES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE ..... 32**

6.1.	Renseignements pratiques propres à l'opération.....	32
6.2.	Les secours et évacuation du personnel.....	32
6.2.1.	Moyens de communication.....	32
6.2.2.	Signalisation .....	32
6.3.	Les mesures propres à chaque Entreprise .....	32
6.3.1.	Sauveteurs secouristes du travail.....	32
6.3.2.	Travail isolé .....	33
6.4.	Sécurité Incendie .....	33
6.4.1.	Consigne de sécurité incendie.....	33
6.4.2.	Travaux en mitoyenneté .....	33
6.4.3.	Matériel générateur de point chaud.....	33
6.4.4.	Permis Feu.....	34
6.4.5.	Interdiction de fumer et de vapoter .....	34
6.4.6.	Feux ouverts.....	34
6.4.7.	Extincteurs portatifs communs et individuels .....	34


#### **7. LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS..... 36**

7.1.	Entreprises Titulaires .....	36
7.1.1.	Inspections Communes .....	36
7.1.2.	Accueil des intervenants sur le site .....	36
7.1.3.	Aptitude médicale .....	36
7.1.4.	Encadrement. ....	36
7.1.5.	Travailleurs étrangers.....	36
7.2.	Sous-traitants.....	36
7.3.	Travailleurs indépendants.....	37
7.4.	Personnels intérimaires .....	37
7.5.	Location d'engins avec chauffeur ou prestataire de service .....	37
7.6.	Obligations et responsabilités des entreprises .....	37
7.7.	Sujétions dues à la présence simultanée d'entreprises différentes sur le chantier .....	37

#### **8. LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE LE COORDONNATEUR, LES ENTREPRISES ET LES Sous-traitants 39**

#### **9. ANNEXES ..... 40**

9.1.	Annexe n° 1 : Fiche d'appel des secours .....	40
9.2.	Annexe n° 2 : Cadre du PPSPS .....	41

	PGCSPS	Projet d'aménagement d'un parking au CP BDA	27/05/2025
		CP Bois d'Arcy 5 bis rue Alexandre Turpault 78390 Bois-d'Arcy	Indice A

9.3. Annexe n° 3 : Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité Initial (D.H.O.L) ..... 42

Rappel des abréviations utilisées :

**AIPR** : Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux  
**CCAP** : Cahier des Clauses Administratives Particulières  
**CCTP** : Cahier des Clauses Techniques Particulières  
**CCTC** : Cahier des Clauses Techniques Communes  
**CCAG** : Cahier des Clauses Administratives Générales  
**CSPS** : Coordonnateur sécurité et protection de la santé  
**DCE** : Dossier de Consultation des Entreprises  
**DHOL** : Document Harmonisé  
**DICT** : Déclaration d'Intention de Commencer les Travaux  
**DIUO** : Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'ouvrage  
**MCA** : Matériaux contenant de l'amiante  
**MO ou MOA** : Maître d'Ouvrage  
**MOE** : Maître d'œuvre  
**PGCSPS** : Plan Général de Coordination, de Sécurité et de Protection de la Santé  
**PGP** : Principes Généraux de Prévention  
**PPSPS** : Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

## 0. PREAMBULE

Le présent Plan Général Simplifié de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGSCSPS) a été établi par le Coordonnateur pendant la phase conception de l'opération en application des textes suivants :

- Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993,
- Décret n° 94-1159 du 26 Décembre 1994,
- Décret n° 95-607 et 95-608 du 06 Mai 1995,
- **Arrêté du 25 février 2003 pris pour l'application de l'article L. 235-6 du code du travail fixant une liste de travaux comportant des risques particuliers pour lesquels un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est requis.**
- Arrêtés et circulaires en vigueur à la date d'établissement du présent PGSCSPS,

Ce PGSCSPS est fondé sur les 9 Principes Généraux de Prévention (PGP), applicable à tous les intervenants sur le chantier :



Les entreprises et leurs sous-traitants ou travailleurs indépendants devront s'appuyer sur le PGSCSPS pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

Pour les opérations de catégorie 3, le coordonnateur SPS en rédige une **version simplifiée** (articles R. 4532-52 et R. 4532-54 du Code du travail), uniquement lorsque les opérations comportent des travaux à risques particuliers. Ce plan simplifié ne traite alors que des interférences qui peuvent être liées aux **travaux dangereux** prévus dans l'opération.


Dans les opérations de catégorie 3 faisant l'objet d'un PGSCSPS simplifié, un PPSPS simplifié est établi par les seules entreprises réalisant les travaux à risques particuliers pris en compte par le PGC simplifié

Chaque entreprise devant réaliser un ou plusieurs travaux comportant des risques particuliers (voir Annexe en fin du PGC simplifié) est tenue d'élaborer avant tout début d'intervention sur le chantier, un Plan Particulier Simplifié de Sécurité et de Protection de la Santé.

Ce PPSPS Simplifié est remis au coordonnateur SPS et comporte à minima les informations suivantes :

- Nom et Adresse de l'entreprise
- Nom et qualité de la personne chargée de diriger l'exécution des travaux
- Evolution prévisible de l'effectif
- Description des travaux et des processus de travail (mode opératoires) pouvant présenter des risques pour la santé et la sécurité des autres intervenants sur le chantier (risques exportés), notamment lorsqu'il s'agit de travaux comportant des risques particuliers tels que ceux énumérés à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 25 Février 2003

Les dispositions à prendre pour prévenir les risques pour la santé et la sécurité que peuvent encourir les travailleurs de l'entreprise lors de l'exécution de ses propres travaux (risques internes consécutifs à l'exécution des travaux de l'entreprise (risques importés du chantier ou de l'environnement))

	PGCSPS	Projet d'aménagement d'un parking au CP BDA	27/05/2025
		CP Bois d'Arcy 5 bis rue Alexandre Turpault 78390 Bois-d'Arcy	Indice A

## 1. LES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER ET NOTAMMENT CEUX COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE


### 1.1. Présentation de l'opération

Le projet concerne le Projet d'aménagement d'un parking au CP BDA situé au CP Bois d'Arcy 5 bis rue Alexandre Turpault 78390 Bois-d'Arcy

Pour la description complète et détaillée de la consistance des travaux, voir le CCAP et CCTP du dossier de consultation des entreprises.




### 1.2. Présentation des intervenants

Maitrise d'ouvrage	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	M. Rida HAFFAF		rida.haffaf@justice.fr
--------------------	-------------------------	----------------	---	------------------------

MOE Exécution	AVERCE			
---------------	--------	--	---	--

COORDONNATEUR SPS RISK CONTROL		
<b>Abdelhadi BRAJLI</b> <i>Conception Titulaire</i>	TOUR CIEL, 20 Ter rue de Bezons 92400 Courbevoie	Abdelhadi BRAJLI - 06 68 06 37 30 <a href="mailto:abdelhadi.brajli@risk-control.fr">abdelhadi.brajli@risk-control.fr</a>
<b>Nicolas GUESNON</b> <i>Conception Suppléant</i>		Nicolas GUESNON - 07 64 80 55 94 <a href="mailto:nicolas.guesnon@risk-control.fr">nicolas.guesnon@risk-control.fr</a>
<b>Abdelhadi BRAJLI</b> <i>Réalisation Titulaire</i>		Abdelhadi BRAJLI - 06 68 06 37 30 <a href="mailto:abdelhadi.brajli@risk-control.fr">abdelhadi.brajli@risk-control.fr</a>
<b>Nicolas GUESNON</b> <i>Réalisation Suppléant</i>		Nicolas GUESNON - 07 64 80 55 94 <a href="mailto:nicolas.guesnon@risk-control.fr">nicolas.guesnon@risk-control.fr</a>

### 1.3. Organismes officiels de prévention

Organismes de Prévention	
	Agence Ile de France : 1, Rue Heyrault, 92660 Boulogne-Billancourt Cedex : 01 70 95 56 99 <a href="mailto:iledefrance@oppbtp.fr">iledefrance@oppbtp.fr</a>
	Antenne Prévention des Risques Professionnels 9 rue Porte de Buc 78035 Versailles cedex : 01 39 53 41 41 <a href="mailto:prevention78.cramif@assurance-maladie.fr">prevention78.cramif@assurance-maladie.fr</a>
	Directions Régionales et Interdépartementale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DRIEETS) UC4 Immeuble « la diagonale » 34 Avenue du Centre - CS 30742 – 78182 SAINT QUENTIN EN YVELINES Cedex 01 61 37 11 71 <a href="mailto:ldf-ut78.uc4@direccte.gouv.fr">ldf-ut78.uc4@direccte.gouv.fr</a>

Les courriers reçus ou envoyés, échanges avec les organismes de prévention doivent être communiqué au CSPS dès réception.

#### 1.4. Allotissement et Intervenants au titre du présent marché

Le marché est alloué à une entreprise générale


Entreprise Générale	Entreprise	
	A définir	

LOT	Désignation	Entreprise
01	Démolition – Terrassement – Assainissement – Remblaiement & Réfection – Eclairage – Mobilier urbain et signalisation	A définir

Les renseignements sur les intervenants pour les travaux sont complétés à la période préparation puis pendant la phase réalisation des travaux (article R. 4532-44 du Code du Travail).

Les renseignements liés aux sous-traitants seront renseignés dans un tableau annexé qui sera transmis aux responsables sécurités titulaires d'un lot ainsi qu'à l'encadrement de chantier

N°	Attribution des différentes mesures communes mises en place sur le chantier	Mise en place	A la charge et entretien de :
1	Installation de Chantier (Base vie, Bureaux + entretien) Attestation de vérification électrique, potabilité, tests lingettes réguliers si présence de plomb	O : <input checked="" type="checkbox"/> N : <input type="checkbox"/>	A définir
2	Contrôle d'accès au chantier, vérification que seules les personnes autorisées soient bien sur le chantier	O : <input checked="" type="checkbox"/> N : <input type="checkbox"/>	A définir
3	Sanitaire de proximité dans le chantier	O : <input checked="" type="checkbox"/> N : <input type="checkbox"/>	A définir
4	Plan d'installation de chantier (mise en œuvre et mise à jour) Plan de circulation	O : <input checked="" type="checkbox"/> N : <input type="checkbox"/>	A définir
5	Electricité de chantier (Eclairage et Coffret) + Attestation de vérification + Consignations	O : <input checked="" type="checkbox"/> N : <input type="checkbox"/>	A définir
6	Plomberie provisoires (eau, évacuations)	O : <input checked="" type="checkbox"/> N : <input type="checkbox"/>	A définir
7	Electricité appareillage définitif	O : <input checked="" type="checkbox"/> N : <input type="checkbox"/>	A définir
8	Accessibilité chantier (escaliers provisoires), sapine, recette à matériaux, monte-charge	O : <input checked="" type="checkbox"/> N : <input type="checkbox"/>	A définir
9	Ascenseurs définitifs pour chantier	O : <input type="checkbox"/> N : <input type="checkbox"/>	A définir
10	Clôture de chantier	O : <input checked="" type="checkbox"/> N : <input type="checkbox"/>	A définir
11	Logistique (Benches, vides gravois, gestions aire de stockage, gestion du DHOL)	O : <input checked="" type="checkbox"/> N : <input type="checkbox"/>	Toutes les entreprises
12	Sécurité Incendie (protocole + surveillance + moyens d'extinctions, test d'évacuation)	O : <input type="checkbox"/> N : <input type="checkbox"/>	Toutes les entreprises + MO
13	Secours (gestion secouriste), Installation téléphonique de secours, affiche appel des secours en cas d'accident	O : <input type="checkbox"/> N : <input type="checkbox"/>	Toutes les entreprises + MO
14	Affichage matériaux dangereux suivant diagnostics avant travaux	O : <input checked="" type="checkbox"/> N : <input type="checkbox"/>	MO

	PGCSPS	Projet d'aménagement d'un parking au CP BDA	27/05/2025
		CP Bois d'Arcy 5 bis rue Alexandre Turpault 78390 Bois-d'Arcy	Indice A

## 1.5. Calendrier des travaux

Date de début des travaux	<b>Juillet 2025</b>
Durée des travaux	4 Mois

Chaque entreprise titulaire d'un lot doit dresser un planning d'exécution comprenant également les prestations éventuellement sous traitées. Elle indiquera les effectifs prévisionnels en bas du planning, et ce pour chaque période remarquable ou phase de chantier. Un planning général à 3 semaines glissant devra être envoyé au CSPS de manière hebdomadaire.

## 1.6. Effectif prévisible des travailleurs appelés à intervenir sur le chantier

Travailleurs appelés à intervenir sur le chantier	Effectif de pointe estimé à <b><u>12 Personnes</u></b>
---	--

Cet article sera renseigné au fur et à mesure de l'opération suivant les indications des différents intervenants.

## 1.7. Déclaration d'ouverture de chantier

La déclaration d'ouverture de chantier est un document qui permet de signaler à la mairie le commencement de ses travaux. Elle concerne uniquement le bénéficiaire d'un permis de construire ou d'un permis d'aménager. Elle doit obligatoirement être adressée dès le commencement des travaux.

La déclaration d'ouverture de chantier est obligatoire pour tout chantier occupant au moins 10 salariés pendant plus d'une semaine. Elle doit être adressée aux organismes (Inspection du travail, Caisse régionale d'assurance-maladie et comité régional de l'OPPBTP) du lieu du chantier. (Imprime n° s.6206 disponible à l'OPPBTP et au service de la CRAM).



## 2. LES MESURES D'ORGANISATION GENERALES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

En dehors des mesures édictées dans le PGSCSPS, les entreprises doivent consulter et respecter les consignes données par le Maître d'œuvre dans les CCTP.

### 2.1. Travaux dans l'existant hors emprise

Travaux d'aménagement de cantonnement.

### 2.2. Environnement et Servitudes

Les travaux sont réalisés de façon à limiter :

- Les nuisances sonores
- Les vibrations
- Les poussières
- Les projections sur les voies gardées en circulation

Les entreprises devront mettre en place ou en œuvre :

- Balisages de chantier
- Accès des véhicules et engins de chantier
- Accès du personnel en dehors des flux d'engins
- Aires de stockages
- Appareils de levage (aide à la manutention horizontale et verticale)
- Nettoyage de chantier et gestion des déchets

#### **IMPORTANT : Restriction d'horaires**

La sécurité des occupants doit être assurée en permanence durant les travaux.

L'accessibilité des différents services et des secours devra être maintenue en permanence pendant toute la durée des travaux. Les travaux sont conduits de façon à limiter la gêne et les nuisances (bruits, poussières, fumées, stationnements anarchiques, etc.),

Le chantier et tout particulièrement les abords et voies d'accès seront maintenus dans un état de propreté constant, Aucun accès ou zone de chantier ne doit être laissé ouvert.

### 2.3. Accès chantier, stationnement et gardiennage

Les Entreprises doivent se conformer aux réglementations de circulation en vigueur et aux recommandations des Services gestionnaires des voies desservant l'opération.

Toutes détériorations de la voirie publique dont les Entreprises sont à l'origine doivent être réparées sans délai.

#### 2.3.1. Accès chantier

Les entreprises devront impérativement respecter les accès de chantier au CP Bois d'Arcy 5 bis rue Alexandre Turpault 78390 Bois-d'Arcy La sortie se fera dans le sens de la circulation, les manœuvres devront être accompagnées par un homme trafic désigné par l'entreprise titulaire de son lot.

#### 2.3.2. Accès piétons et riverains


Les entreprises devront laisser en permanence le libre passage en sécurité des riverains, des services de secours et des services publics.

#### 2.3.3. Contrôle d'accès au chantier.

L'accès au chantier est strictement limité aux personnes autorisées.

Les personnes pouvant y accéder sont celles autorisées par le maître d'ouvrage, c'est à dire :

- Les personnes appartenant à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre ;
- Le coordonnateur SPS ;
- Le représentant du bureau de contrôle
- Les représentants des bureaux d'études spécialisés
- Les salariés désignés par les entreprises participant à l'opération
- Les salariés désignés par les sous-traitants participant à l'opération et agréés par le maître d'ouvrage ;
- Les prestataires de service (livreurs, contrôleurs, chauffeurs, formateurs etc....) désignés par l'entreprise faisant appel à leurs services, à condition qu'ils soient accompagnés par un représentant de l'entreprise et dotés des protections individuelles nécessaires ;

	PGCSPS	Projet d'aménagement d'un parking au CP BDA	27/05/2025
		CP Bois d'Arcy 5 bis rue Alexandre Turpault 78390 Bois-d'Arcy	Indice A

- **Les représentants des administrations et des organismes officiels de prévention DIRECCTE, CRAM, MSA, OPPBTP, médecins du travail des entreprises.**

#### 2.3.3.1. Filtrage des accès

Chaque entreprise devra établir une liste de personnel accompagnée des documents suivants :

- Copie de la Carte d'Identification Professionnelle de la Caisse des Congés intempéries BTP-Union des caisses de France). obligatoire depuis le 1<sup>er</sup> Octobre 2017.

La carte BTP doit mentionner le nom de l'entreprise mandatée et reconnue par le maître d'ouvrage

### 2.3.4. Reconnaissance des ouvriers.

Tous les intervenants, y compris les sous-traitants, les travailleurs indépendants, les compagnons, etc., doivent être identifiables sur le chantier.

- Les ouvriers doivent obligatoirement porter des vêtements de travail marqués au nom de l'entreprise et un gilet haute visibilité.
- Les ouvriers doivent être en possession de la carte BTP (porte étiquette sur le casque à privilégier)
- Le registre du personnel doit être disponible en permanence sur le chantier
- Il est tenu et mis à jour dans son intégralité par l'Entreprise Titulaire de chaque lot.

Le représentant de Chaque Entreprise Titulaire doit tenir à jour son journal de chantier (liste nominative des personnes, leurs statuts (employé, intérimaire, location de matériel, etc.).

À tout moment, les organismes compétents, le coordonnateur SPS doivent pouvoir consulter la liste des entreprises et du personnel présent sur le chantier pour pouvoir vérifier l'adéquation des installations d'hygiène aux effectifs présents.

## 2.4. Sujétions d'organisation

### 2.4.1. Responsable Sécurité et Hygiène

L'Entreprise titulaire de chaque lot désignera un "responsable de la sécurité" chargé de faire appliquer les mesures de sécurité sur le chantier pendant toute la durée des travaux. Pour l'entrepreneur, il sera en matière de sécurité le seul interlocuteur de la Maîtrise d'Ouvrage, du Maître d'œuvre et du Coordonnateur SPS.

A ce titre, il sera habilité à viser les observations faites dans le Registre Journal du Coordonnateur SPS.

Il tiendra à jour et communiquera au CSPS :

- La liste des sous-traitants (Toutes entreprises intervenante)
- La liste des secouristes
- Les heures travaillées et les déclarations d'AT (TF et TG)
- Les courriers, échanges des organismes de prévention

Il vérifiera avant diffusion au CSPS :

- Les PPSPS (sous-traitants compris)
- Les Plans d'installation de Chantier (PIC)
- Les méthodologies d'exécution

Il mettra à disposition de son entreprise et de ces sous-traitants toute documentation réglementaire nécessaire à la bonne exécution des travaux puis il s'assurera de leur mise en œuvre :

- Documentations INRS et OPPBTP
- Documentations CRAMIF et extraits du Code du Travail
- Documentations et procédés constructeurs des outils et matériels utilisés.

Il vérifiera les contrôles périodiques de tous les moyens d'élévation mis à disposition pour son personnel.

### 2.4.2. Présence de réseaux sous pression et sous tension

#### Avant tout travaux

**La priorité sera de consigner tous les réseaux.**

**En cas d'impossibilité de consigner (exemple alimentation générale du chantier), l'entreprise indiquera ces réseaux encore actifs sur le chantier puis procèdera à leur protection en adéquation à l'environnement (anti-heurt, écrasement ou cisaillement) puis effectuera un affichage réglementaire visible en tout point et compris de tous les intervenants.**

Une sensibilisation/formation du personnel intervenant à proximité des réseaux devra être faite par chaque entreprise avant intervention.

#### Pendant les travaux



La signalisation réalisée devra être maintenue en bon état de lisibilité,



Les protections de réseaux devront être vérifiées périodiquement et remplacées si nécessaire



Les modes opératoires devront être adaptés en fonction des réseaux identifiés

#### Locaux et installation définitive

Les lots ayant sous leur responsabilité des locaux comportant du matériel actif à risque direct ou indirect devront mettre en place et entretenir une signalisation claire sur chaque porte qui devra être maintenue fermée à clé à tout moment.

Sur cette signalisation seront mentionnés :

1. Les risques concernés avec pictogrammes réglementaires associés,
2. Les consignes en cas d'accident,
3. Le responsable du lot et ses coordonnées.

Les interventions par des lots extérieurs dans ces locaux devront être portées à la connaissance du lot responsable pendant la réunion OPC et de facto au CPCS et Maître d'œuvre.

Une visite commune entre les entreprises concernées devra être effectuée afin d'appréhender les risques inhérents aux appareils en activité (électrique, bruit, pression, chaleur, entraînement, etc...).

Ces risques devront être clairement identifiés dans le PPSPS des entreprises intervenantes ainsi que les mesures de préventions prévues (habilitations, protections, etc...).

#### 2.4.3. Information Présence d'amiante

Toutes les entreprises doivent prendre connaissance des rapports amiante.

Emis par entreprise	Observation	Date du rapport
	Pas de diagnostics transmis, aucune entreprise autorisée à effectuer des travaux	
<p style="color: red; text-align: center;"><b>Aucun diagnostic fourni à l'élaboration du présent PGC</b></p> <p style="text-align: center;">Le repérage a été fait compte tenu du descriptif initial des travaux prévus Toute variante future du projet doit apporter des diagnostics complémentaires</p>		

En cas de découverte de matériaux suspect hors diagnostics fournis, l'entreprise devra immédiatement arrêter les travaux sur la zone concernée, mettre en place un balisage et prévenir le Maître d'œuvre, le SPS et le Maître d'Ouvrage pour qu'il effectue des diagnostics complémentaires.

Avant le début des travaux :

- Les matériaux contenant de l'amiante doivent être clairement identifiés.
- Une protection mécanique doit être mise en place afin d'éviter toute dégradation avant le retrait.

#### 2.4.4. Information Présence de plomb

Toutes les entreprises doivent prendre connaissance des rapports plomb.

Emis par entreprise	Observation	Date du rapport
	Pas de diagnostics transmis, aucune entreprise autorisée à effectuer des travaux	
<p style="color: red; text-align: center;"><b>Aucun diagnostic fourni à l'élaboration du présent PGC</b></p> <p style="text-align: center;">Le repérage a été fait compte tenu du descriptif initial des travaux prévus Toute variante future doit apporter des diagnostics complémentaires</p>		

En cas de découverte de matériaux suspect hors diagnostics fournis, l'entreprise devra immédiatement arrêter les travaux sur la zone concernée, mettre en place un balisage et prévenir le Maître d'œuvre, le SPS et le Maître d'Ouvrage pour qu'il effectue des diagnostics complémentaires.

Avant le début des travaux :

- Les matériaux contenant du plomb doivent être clairement identifiés.

Une protection mécanique doit être mise en place afin d'éviter toute dégradation avant le retrait.

### 2.5. Clôtures de chantier

L'Entreprise titulaire du lot installation de chantier mettra en place des clôtures pour fermer le chantier et les entretiendra. Des portails et des portes fermant à clé seront mis en place pour le passage des véhicules et des piétons.

Les clôtures seront complétées et adaptées à l'avancement du chantier pour que le chantier et la base vie soit toujours parfaitement clos et indépendants.

Sur les clôtures de chantier, des panneaux doivent être mis en place indiquant à minima :




Les clôtures seront lestées / contreventées en fonction de l'environnement et du risque de renversement. Les critères de stabilisation seront liés au vent, à la nature du terrain et à l'exploitation à l'initiative de l'entreprise. Les panneaux de signalisation chantier auront les mêmes critères que les clôtures en termes d'arrimage et de lestage.






Le titulaire mettra en place et entretiendra les signalisations et protections nécessaires au **droit des accès aménagés** ainsi que dans **les zones présentant des risques de chute**.


### 2.6. Signalétique, Fléchage, Balisage des travaux

L'entreprise chargée de l'installation de chantier mettra en place la signalisation relative à la sécurité du chantier :

	PGCSPS	Projet d'aménagement d'un parking au CP BDA	27/05/2025
		CP Bois d'Arcy 5 bis rue Alexandre Turpault 78390 Bois-d'Arcy	Indice A

- Panneaux de consignes obligatoires
- Panneaux relatifs aux premiers secours, téléphones de secours, consignes en cas d'incendie
- Panneaux relatifs à la circulation piétonne et des véhicules (séparé)

<b>Clôtures de chantier</b> Portes séparatives d'un site en exploitation Zone de travaux à risques		L'entreprise chargée de l'installation de chantier
<b>Points de rassemblement</b> Panneau d'affichage d'une taille minimum de 1m x 1m. Lesté / contreventé en fonction de l'environnement et du risque de renversement		L'entreprise chargée de l'installation de chantier
<b>Interdiction de fumer et vapoter</b> Il est interdit de fumer ou de vapoter dans le chantier. Des panneaux de signalisation doivent rappeler cette interdiction. (Vapotage à partir du 1 <sup>er</sup> Octobre 2017)		L'entreprise chargée de l'installation de chantier
<b>Balisage des zones de travaux</b> Les échelles, PIRL, échafaudages, nacelles, doivent être conformes aux normes en vigueur. Le balisage et la signalisation des zones de travail doit être effectué par des moyens visibles de jour comme de nuit.  (Nacelles, Echafaudage) Avec plots sur chaînette ou barrières, Pas de rubalise (se déchire, s'envole facilement) La distance est mesurée en fonction du risque et de la hauteur d'élévation.		Chaque entreprise concernée
<b>Balisage des zones de travaux à risque</b> Démolition, Sciage béton,  Avec barrières Héras + Signalisation des travaux en cours Toute la zone voir l'étage complet doit être condamné. Les étages inférieurs peuvent également être concerné par la fermeture		Chaque entreprise concernée
<b>Palier d'escalier / Zone de chantier</b> Afficher, sur chaque palier de chaque cage d'escalier, <ul style="list-style-type: none"> <li>→ le numéro d'étage</li> <li>→ la dénomination du bâtiment ou escalier</li> <li>→ plan de masse</li> </ul>		L'entreprise chargée de l'installation de chantier

	PGCSPS	Projet d'aménagement d'un parking au CP BDA	27/05/2025
		CP Bois d'Arcy 5 bis rue Alexandre Turpault 78390 Bois-d'Arcy	Indice A

### 3. LES MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT

Selon le mode opératoire et le procédé constructif propres aux entreprises ; les charges financières dues à l'organisation et à l'implantation des conditions de Sécurité et de Protection de la Santé, sont prévues dès le départ dans les prestations à fournir et à réaliser par l'entrepreneur.

À tout moment, et quels que soient les impératifs des plannings de travaux, la prévention pour la Sécurité et la Santé est prioritaire par rapport à tout autre travail.

#### 3.1. Manutentions manuelles des charges.

En application du décret n° 12-958 du 3 Septembre 1992, les Entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle des charges par son personnel.

Toutefois, lorsque la nécessité de celle-ci ne peut être évitée, en raison de la configuration des lieux ou cette manutention est effectuée, l'employeur doit prendre une organisation appropriée ou mettre à la disposition du personnel les moyens adaptés, en combinant leurs effets, de façon à limiter l'effort physique et à réduire le risque encouru lors de cette opération.

Les mesures prises pour limiter le recours aux manutentions manuelles, seront décrites dans le PPSPS de chaque entreprise.

##### Utilisation des ascenseurs existants

L'Entreprise Principale mettra en place la protection de toutes les parois de cabine, des portes, et d'un liftier.

En cas de dégradation, le liftier sera seul en charge de désigner l'entreprise responsable, à qui sera imputée la remise en état des parties endommagées.

La mise en œuvre des appareils sera vérifiée par un organisme agréé avant toute utilisation, à la charge de l'Entreprise Principale si l'exploitant n'est pas capable de le fournir. L'Entreprise principale prendra toutes les dispositions pour que ses appareils de levage soient mis en sécurité en cas de risque (surcharge, etc...).

#### 3.2. La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou substances dangereuses

**Afin de ne pas encombrer inutilement le chantier, les approvisionnements seront cadencés en fonction des besoins à court terme.**

Les zones de stockage devront être aménagées selon les règles ci-dessous :

##### **Règles Générales :**

- Implanter le stockage sur une aire horizontale, plane, résistante, dans des zones d'accès facile et bien éclairées.
- Réserver sur les aires de stockage des emplacements spécifiques pour le stockage momentané d'unités de charge incomplètes, détériorées, dont la stabilité est compromise.
- Affecter des passages matérialisés pour les piétons entre chacun des stockages différents
- Matérialisation des aires de stockages par des barrières d'1 m, Grillage ou autre suggestion à partir du moment où le système est clair et entretenu.
- Organiser le stockage pour permettre, le cas échéant, la reprise en sécurité de colis unitaires à la main (hauteur de la pile, accès tout autour de la charge, etc.).
- Ne pas superposer les palettes au risque de créer un effondrement.
- Prévoir un système d'extinction de feu à proximité.
- Lester ou couvrir tout stockage volatile

Dans le cas de stockage de produits inflammables, dangereux ou polluants, des mesures particulières sont à prendre et doivent figurer dans le PPSPS de l'entreprise utilisatrice. Les aménagements nécessaires à la réalisation de ces aires et la libération des aires utilisées seront à la charge de l'entreprise utilisatrice.

#### 3.3. L'utilisation des Protections Collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale

##### 3.3.1. Garde-corps provisoires

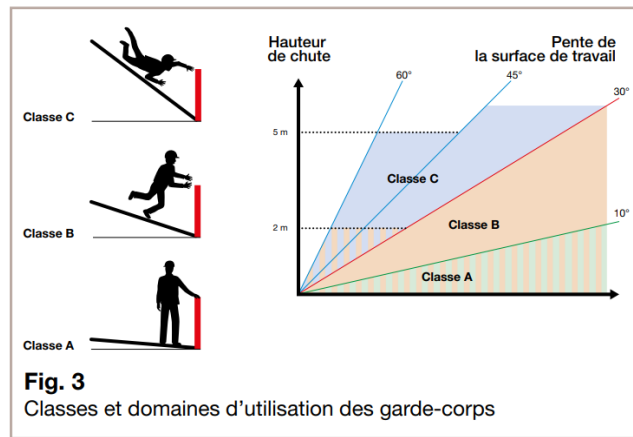
Les protections seront à mettre avant l'arrivée du risque et seront laissées en place pour les travaux tant que le risque perdure.

De manière à éviter une dépose anticipée des protections collectives, les entreprises devront installer leurs différents dispositifs de sécurité (Garde-corps, filets, etc....) en tenant compte des méthodes de travail (procédés d'exécution, modes opératoires, matériels utilisés, etc....) ainsi que de l'emplacement des ouvrages définitifs réalisés par les autres corps d'état.

Le démontage, même provisoire, d'une protection collective est soumis à l'accord préalable de l'entreprise générale.

Les garde-corps provisoires de chantier répondront à la norme NF EN 13374 +A1, ils seront métalliques.

La classe de résistance correspond à l'inclinaison d'où travaille le personnel.



### Exigences particulières selon les classes de garde-corps

Tous les composants d'un garde-corps périphérique temporaire doivent être conçus de manière à empêcher le retrait accidentel d'un composant dans n'importe quelle direction pendant l'utilisation.

**Lisse haute :** la distance entre la partie la plus élevée de la lisse haute et la surface de travail doit être au moins égale à 1 mètre, en tout point, mesurée perpendiculairement à la surface de travail. Les lisses hautes doivent être continues sans interruption horizontale supérieure à 12 cm.

**Plinthe :** sa hauteur doit être au moins égale à 15 cm, selon la norme NF EN 13374. Elle doit être conçue et disposée de façon à éviter tout espace entre la plinthe et la surface de travail. En cas d'espace, celui-ci ne doit pas permettre le passage d'une sphère d'un diamètre égal ou supérieur à 20 mm. Si la surface de travail n'est pas plane, cet espace doit être aussi petit que possible.

#### Classe A

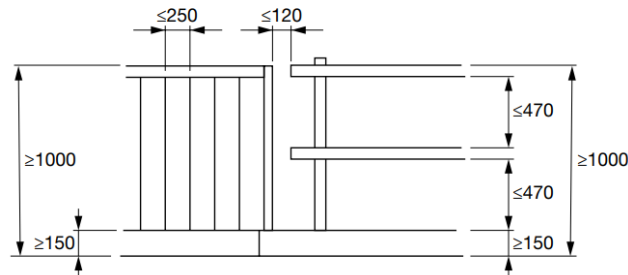
L'inclinaison du garde-corps périphérique de classe A ne doit pas s'écarter du plan vertical de plus de 15° vers l'extérieur ou vers l'intérieur. Lorsqu'une lisse intermédiaire est prévue, une sphère de 470 mm de diamètre ne doit pas passer à travers le dispositif de protection. En l'absence de lisse intermédiaire ou lorsque celle-ci n'est pas continue, une sphère de 250 mm de diamètre ne doit pas pouvoir passer à travers toute ouverture existant dans un garde-corps de classe A.

#### Classe B

L'inclinaison du garde-corps périphérique de classe B ne doit pas s'écarter du plan vertical de plus de 15° vers l'extérieur ou vers l'intérieur. Une sphère de 250 mm de diamètre ne doit pas pouvoir passer à travers toute ouverture existant dans un garde-corps de classe B.

#### Classe C

L'inclinaison du garde-corps périphérique de classe C doit être comprise entre le plan vertical et la perpendiculaire à la surface de travail. Une sphère de 100 mm de diamètre ne doit pas pouvoir passer à travers toute ouverture existant dans un garde-corps de classe C.



## 3.4. Installation électrique de chantier

Les chantiers sont des lieux soumis aux intempéries, à la poussière, etc., et les risques d'incidents mécaniques sont constants. Le chantier sera donc considéré comme un emplacement de travail humide.

Les opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage ne peuvent être effectuées que par des travailleurs habilités conformément à la norme NF C18-510. Le personnel devra porter son titre d'habilitation sur lui et le montrer sur simple demande.

L'accès aux locaux électrique se fera exclusivement par du personnel qualifié, formé et habilité conformément à la norme NF C18-510.

Les locaux à risque de choc électrique seront maintenus fermés à clé, le risque sera clairement signalé sur la porte.

### 3.4.1. Vérification des installations électriques de chantier

**Au démarrage de chantier,** ou lors de modifications de structure de l'installation électrique, une vérification avant mise en service de l'installation doit être faite. Cette vérification doit être effectuée par un organisme accrédité.


Toutefois, pour les installations électriques temporaires de chantier présentes dans les bâtiments de 3<sup>e</sup> catégorie au sens de l'article R.4532-1 du Code du travail et d'une puissance inférieure à 100 kVA, la vérification peut également être réalisée par une personne qualifiée. Cette personne qualifiée est une personne ayant des connaissances approfondies dans le domaine de la prévention des risques électriques et des dispositions réglementaires qui y sont afférentes, et elle doit exercer régulièrement l'activité de vérification.

**Durant le chantier,** une vérification périodique doit être effectuée au moins une fois par an.

Ces vérifications peuvent être réalisées par une personne qualifiée ou par un organisme accrédité.

Toutes les vérifications font l'objet de rapports détaillés établis suivant les instructions réglementaires (arrêté du 26 décembre 2011).



	PGCSPS	Projet d'aménagement d'un parking au CP BDA	27/05/2025
		CP Bois d'Arcy 5 bis rue Alexandre Turpault 78390 Bois-d'Arcy	Indice A

Les rapports de contrôle seront transmis au coordonnateur SPS pour information dès réception.

Les armoires sont vérifiées en même temps que le reste de l'installation selon les modalités de l'article R.4226-21

Un arrêté des ministres chargés du travail et de l'agriculture détermine, selon la catégorie et le classement des installations, les cas où il est fait appel, pour effectuer cette vérification, à un organisme accrédité ou à une personne qualifiée au sens de l'article [R. 4226-17](#).

### 3.4.2. Documents obligatoires à tenir à disposition sur le chantier

- Un plan schématique du chantier où sont indiqués, en particulier, les passages des câbles enterrés.
- Le registre de sécurité où sont consignées, par ordre chronologique, les dates et la nature des vérifications.
- Les rapports des vérifications initiales et périodiques.
- Les justifications des travaux et modifications effectués afin de remédier aux défauts constatés dans les rapports précités.

### 3.4.3. Installation, entretien et maintenance

L'entreprise chargée de l'installation électrique de chantier tiendra à disposition, un technicien qualifié et habilité pendant la totalité de la période d'activité du chantier (horaire et journalière). Le nom de cette personne sera précisé dans les PPSPS de chaque entreprise et sur les coffrets de chantier. Elle sera chargée du dépannage des installations électriques provisoires. Le fonctionnement de l'éclairage de sécurité doit être vérifié régulièrement par une personne désignée. Les anomalies doivent être réparées le jour même avant la tombée de la nuit, ou immédiatement si l'éclairage artificiel est indispensable

### 3.4.4. Les installations d'éclairage de chantier

Elles sont à caractère provisoire. Elles doivent répondre aux exigences de la norme NF C 15-100 ainsi qu'aux recommandations de l'Association française de l'éclairage.

L'entreprise devra mettre en place deux types d'éclairage :

- L'éclairage « normal » pour permettre au personnel de circuler, de travailler en sécurité et d'avoir une vision d'ensemble du chantier.
- L'éclairage « de sécurité » qui permettra de baliser le cheminement vers les issues et de faciliter l'évacuation du personnel en cas de défaillance de l'éclairage normal.

La sécurité des travailleurs vis-à-vis du risque électrique passe par le **choix des appareils**. Ces derniers doivent être protégés contre les projections d'eau et les risques de chocs mécaniques. La norme NF C 15-100 impose que les matériels de chantier présentent un degré de protection minimum IP44 et IK08. Les installations varient en fonction des zones à éclairer (circulation extérieure ou intérieure, postes de travail, locaux annexes, zone d'évacuation)

Les niveaux d'éclairement mesurés au sol ou au poste de travail seront conformes aux règles d'éclairage fixées par le code du travail (articles R. 4223-1 à 6 et R4223-11).

Zones et voies de circulations	40 lux
Escaliers	60 lux
Zones de travail, vestiaires, sanitaires	120 lux
Locaux aveugles et postes de travail permanents	200 lux
Postes de travail avec usage de machine dangereuse	300 lux

L'éclairage de chantier sera installé de manière à ne jamais être occulté par les différents réseaux et cloisons mis en place.

Les éclairages hors gros volumes seront non aveuglants (Ballons éclairants, LED ou néon)

Pour les gros volumes, les phares seront dirigés de façon à ne pas aveugler le personnel et plus précisément conducteurs d'engins ou de grues. A défaut, des **visières écrans** peuvent être installées ; elles masquent les sources lumineuses provenant de certaines directions et évitent l'éblouissement.

### 3.4.5. Armoires et coffrets électriques

Les armoires de chantier, montées sur pied, seront à double paroi, munies d'un arrêt d'urgence (IP 447), d'un dispositif différentiel à haute sensibilité avec des prises électriques en nombre suffisant pour toutes les entreprises

Les coffrets seront en permanence fermés à clé, les disjoncteurs accessibles seulement par des personnes habilitées.

Le nombre d'armoires et la répartition sur le chantier sera calculé de façon à ce qu'il y ait au moins une armoire dans un rayon égal à 25 mètres maximum (Cloisonnements compris).

***Les câbles d'alimentation provisoire seront mis en place de sorte à ne pas gêner la mise en œuvre des réseaux définitifs puis remonté le plus haut possible afin que les engins (Transpalette ou autre...) ne soient pas gênés sur leur passage.***


Eclairage et prolongateur d'appoint

Chaque entreprise devra fournir ses prolongateurs depuis les coffrets de distribution jusqu'au poste de travail. Ces derniers seront conformes à la réglementation en vigueur.

Les prolongateurs de raccordements utilisés en aval des coffrets devront, ne pas avoir une longueur supérieure à 25 mètres.

Tout le matériel électrique utilisé par les entreprises devra être conforme à la réglementation en vigueur et adapté en fonction de l'environnement (anti choc, projection d'eau etc...)

Le coordonnateur Sécurité pourra être amené à demander à toutes les entreprises, un contrôle périodique du matériel électrique utilisé sur le chantier.

	PGCSPS	Projet d'aménagement d'un parking au CP BDA	27/05/2025
		CP Bois d'Arcy 5 bis rue Alexandre Turpault 78390 Bois-d'Arcy	Indice A

### 3.5. Dispositions à prendre pour les livraisons (DHOL)

Chaque entreprise doit s'assurer à l'avance de l'adéquation du matériel de déchargement nécessaire et présent sur site le jour de la livraison.

Un Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur le chantier (D.H.O.L) en annexe du présent PGC, servira de base pour chacun des titulaires de marché susceptible de livrer du matériel sur le chantier.

Ce document, pré établi, sera complété sur la base commune et à l'avancement du chantier par l'entreprise ayant à charge l'installation du chantier puis par chaque entreprise pour chacune de leurs livraisons. Le but de ce document est d'assurer le déroulement correct des opérations de chargement/déchargement des matériels et matériaux afin de :

- Éviter la retombée des charges ;
- Éviter le renversement des engins utilisés pour le levage des charges.
- Définition des moyens de déchargement et d'aide à la manutention (grue, grue auxiliaire, chariot élévateur, monte-matériaux...).
- Étude de compatibilité des caractéristiques des engins de levage avec le poids et les dimensions des éléments à mouvoir, de la hauteur de levage de l'engin avec la hauteur maximale d'approvisionnement des charges.
- Définition des moyens de stabilisation des installations de levage.
- Instructions relatives à l'utilisation des accessoires de levage (palonniers, élingues, fourches, boucles, dispositifs spécifiques, etc.).
- Vérification lors de la mise ou remise en service, ou vérification périodique (examen d'adéquation et examen de montage et d'installation conforme à la notice du fabricant.
- Règles particulières de manœuvre (notamment guidage) en cas de déchargement d'ouvrages de grandes dimensions (menuiseries, vitrages...).

Il sera envoyé aux fournisseurs avant chaque livraison et devra être annexé aux différents PPSPS des entreprises concernées.

Le titulaire, entreprise générale ou/et responsable de l'installation de chantier, fournira et mettra à jour un plan d'installation de chantier qui inclura :

- La localisation exacte du chantier à livrer
- Les parkings et aires d'attente
- Le plan de circulation avec les aires de livraison et de retournement
- Les sanitaires dédiés aux chauffeurs
- Les points sensibles : lignes électriques, Câbles, Charges admissibles, etc...
- Les gabarits à respecter jusqu'à l'aire de livraison

Ce plan sera remis au logisticien pour la tenue du DHOL.

Les livreurs n'ayant pas le DHOL rempli avec eux se verront contraint de ne pas décharger leur matériel sur le chantier.




### 3.6. Les risques majeurs dus à la Coactivité

Les situations de coactivité sont sources de risques et de nature à dégrader les conditions de travail, et devront être identifiées après synthèse des plannings fournis par les entreprises titulaires.

Toutes les entreprises doivent clairement identifier les risques exportés dans leurs modes opératoires (PPSPS) en vue de les maîtriser.

Risques majeurs	Mesures
Circulation routière	- Mise en place et entretien du balisage et de la signalisation Respect du code de la route
Circulation des véhicules ou engins depuis la sortie	- Respect de la signalisation routière existante ou provisoire - Bâchage systématique des camions sortant
Circulation des véhicules ou engins sur le chantier	- Mise en place et entretien du balisage et de la signalisation suivant le plan d'emprise chantier - Délimitation des circulations piétonnes
Surcharge et prévention d'un risque d'effondrement inopiné	Programmer les travaux et les exécuter de façon à ne pas apporter de surcharges anormales sur les ouvrages, qu'ils soient à démolir ou à conserver. → Pas d'accumulation de gravats sur un plancher et/ou le long d'un mur isolé. → Ne pas procéder à l'abattage d'éléments lourds sur un plancher. → Etayer les éléments instables et vétustes et abattre tous les éléments instables. → S'assurer de la parfaite stabilité des ouvrages soumis à une surcharge due à des engins, stockages, démolition Les avis des bureaux de contrôle, bureaux d'études devront être transmise aux Maître d'Ouvrage, Maître d'Œuvre et Coordonnateur S.P.S. par le biais d'une méthodologie spécifique.
Chute de plain-pied	Ranger son matériel journallement, Utiliser les lieux de stockages prévus pour son marché, Effectuer chaque jour le nettoyage de ses postes de travail, Evacuer ses gravats et déchets, Le stockage de matériel est interdit dans les zones de circulation, Les câbles et les rallonges électriques ne devront pas encombrer les zones de circulations
Risque de glissade	- prévoir des moyens de déneigement pour les voies extérieures (engins/piétons) et les mettre en œuvre par anticipation en cas de prévision météorologique de chute de neige ou de gel. Interdire strictement les zones à risque
Poussières de démolitions, ou lors de découpe, décapage etc...	Pour limiter la dispersion des poussières, La priorité sera de mettre en place des systèmes avec captation à la source par aspiration filtrée. Un arrosage devra être fait si cela s'avère nécessaire. Des protections par cantonnement toute hauteur devront être mis en place pour les travaux intérieurs.
Risques biologiques (bactérie, champignons.) Présence d'eau stagnante	Identifier les sources d'infiltration d'eau. Aspirer l'eau présentes dans les zones inondées. Colmater les fissures et les différentes sources d'infiltration d'eau Nettoyer les murs et les traiter afin d'éviter l'installation d'humidité. Nettoyer et aspirer le sol. Assurer la déshumidification des locaux par tout moyen (apport d'air neuf)
Travaux de soudure	Mise en place de bâche occultante afin d'éviter les flashs envers les autres Mise en place d'une ventilation mécanique dans les milieux fermés ou confinés
Bruit / Vibration	Conformément à la réglementation en vigueur, l'employeur est tenu de réduire le bruit au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques. Les entreprises devront donc retenir des procédés d'exécution, des modes opératoires et des matériels limitant les bruits. En cas d'impossibilité, il faudra prévoir d'autres solutions d'insonorisation : → Réduction du bruit à la source, → Encoffrement de la source (exemple : ventilateurs, etc.), → Suspension anti-vibratile, → Eloignement de la source, → Protections individuelles, → Mise en place de bâche acoustique, Phasage des travaux différent.
Risques dus à l'application de produits avec pictogrammes dangereux (colles, vernis etc...) pouvant nuire aux personnes	Mise en place d'aspiration avec filtration chimique à très haute efficacité Les entreprises devront informer le coordonnateur SPS, au plus tard lors de l'inspection commune, de la mise en œuvre sur leur chantier de produit dangereux et fournir les Fiches de données de Sécurité correspondant. Dans tous les cas essayer de prévoir, la mise en œuvre de produits moins dangereux. Si cela n'est pas possible l'entreprise devra son affaire des conséquences en termes de délimitation de zone de travail, ventilation spécifique et toutes sujétions affairant à la spécificité de l'utilisation de ces produits.
Poussières de bois	Pour limiter la dispersion des poussières, prévoir : Captation à la source / Confinement

	PGCSPS	Projet d'aménagement d'un parking au CP BDA	27/05/2025
		CP Bois d'Arcy 5 bis rue Alexandre Turpault 78390 Bois-d'Arcy	Indice A

	<p>Il est conseillé de relier à un <b>système d'aspiration à haute dépression</b> les outils électroportatifs (comme les ponceuses, les meuleuses-disqueuses), S'il n'est pas possible de relier un outil à un système d'aspiration fixe ou mobile :</p> <p>→ Organiser le poste de travail et les opérations de manière à protéger l'opérateur ainsi que les salariés autour de lui, le cas-échéant.</p> <p>→ Se mettre dans un espace ventilé et porter <u>un masque adapté</u> pendant la durée de ces opérations. (À minima FFP2)</p> <p>Une fois les tâches terminées nettoyer le poste de travail et ses outils à l'aide d'un aspirateur.</p>
Silice Cristalline	<p><u>La silice cristalline est classée comme cancérogène pour l'homme par le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) depuis 1997</u></p> <p>Pour limiter la dispersion des poussières, prévoir :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Le remplacement des engins traditionnels par des engins robotisés / télécommandés</li> <li>2. De travailler à l'humide (brumisation/aspersion)</li> <li>3. Une aspiration à la source</li> <li>4. De travailler en système clos (confinement dynamique avec un système d'extraction)</li> <li>5. De porter des EPI (APR, combinaisons jetables)</li> </ol> <p>De gérer les déchets dans des sacs étanches</p>
Risques matériaux dangereux (amiante, plomb, Pollution, etc...)	<p>- Tous travaux sur les matériaux existants devront être validés par l'entreprise titulaire de chaque lot qui vérifiera l'absence ou non de matériaux dangereux (amiante, plomb, pollution, etc...) en fonction des diagnostics fournis dans le DCE.</p> <p>En cas de manque dans les diagnostics avant travaux ou de découverte, l'entreprise concernée isolera la zone de travaux et en avertira le maître d'œuvre et le CSPS</p>
Faux-planchers Planchers techniques	<p>Les entreprises devront maintenir les faux-planchers fermés en toutes circonstances.</p> <p>Chaque entreprise qui ouvrira un plancher sera dans l'obligation :</p> <p>De mettre en place des protections : recouvrement, par exemple.</p> <p>De matérialiser un périmètre de sécurité et d'y interdire par un affichage adapté, l'accès à toute personne non autorisée. D'alerter et donner les consignes de sécurité à toute personne qu'elle autorise à entrer dans le périmètre de sécurité.</p>
Zoonose	<p>Pour lutter contre les risques liés à la présence de fientes d'oiseaux dans le bâtiment, une opération d'assainissement des locaux affectés sera menée par l'Entreprise, avant toute intervention dans les existants.</p> <p>Une base vie provisoire sera implantée par l'Entreprise dans la partie saine du bâtiment. Cette base vie comportera des vestiaires à double compartiment, un double sas, une douche, et un conteneur à fermeture hermétique.</p> <p>Le double sas sera installé de manière à séparer les zones saines des zones affectées, et à permettre l'habillage et le déshabillage, avec les EPI adaptés : combinaison intégrale avec cagoule et sur chaussures, gants, demi-masque avec ventilation assistée.</p> <p>Les personnels affectés aux travaux d'enlèvement des fientes devront avoir été formés à l'utilisation d'EPI à ventilation assistée, et avoir été reconnus apte par le médecin du travail.</p>
Laser de chantier	<p>Évitement des réflexions du faisceau primaire vers l'opérateur. La présence d'objets réfléchissants dans le local et le port de bijoux sont à éviter. Le plan dans lequel le faisceau circule doit être plus bas que la hauteur des yeux.</p> <p>Information des opérateurs des risques encourus lorsqu'ils travaillent sur des équipements laser dont le rayonnement accessible est supérieur à celui de la classe 1</p> <p>Confinement du rayonnement : chaque fois que l'application le permet, le rayonnement laser ne doit pas avoir lieu vers l'extérieur.</p>
Risque Electrique	<p>Les employeurs ne doivent confier les travaux ou opérations sur des installations électriques, ou à proximité de conducteurs nus sous tension, uniquement aux personnes qualifiées pour les effectuer. Ces personnes qualifiées doivent avoir une connaissance des règles de sécurité dans le domaine électrique, adaptée aux travaux ou opérations à effectuer.</p> <p>L'accès aux locaux ou emplacements à risques particuliers de choc électrique mentionnés à l'<a href="#">article R. 4226-9</a> du code du travail est réservé aux personnes titulaires d'une habilitation appropriée.</p> <p>Une copie des habilitations C18510 sera présente dans le registre de sécurité.</p> <p>Au fur et à mesure de leur mise en place, les installations seront consignées par un technicien habilité et désigné comme étant chargé de consignation par son employeur dans le but d'éviter toute mise en service accidentelle par un tiers. La consignation électrique devra respecter les procédures de consignation en étapes comme suit : Séparation / Condamnation et signalisation / Dissipation / Vérification.</p>

### 3.7. Recommandations par type de risque

La liste des travaux à risques particuliers ci-dessous constitue une base de travail afin que les entreprises puissent établir au mieux leur PPSPS notamment pour les renseignements des risques exportés et des mesures de prévention à mettre en œuvre. Les mesures de préventions ne sont pas exhaustives et sont à compléter par les entreprises en fonction des obligations réglementaires en vigueur.

*Principe fondamental : l'entreprise qui crée le risque met en place les protections adaptées.*

<b>3.7.1. Chute de hauteur</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Charpente, toiture,</li> <li>→ Tranchées de grande profondeur, excavations, terrain escarpé,</li> <li>→ Montage / Démontage et utilisation d'échafaudages de plus de 3m.</li> <li>→ Sur tour d'étalement, y compris leur montage et leur démontage,</li> <li>→ Dans tous les cas d'impossibilité technique de mise en œuvre d'un dispositif de protection collective contre les chutes de hauteur,</li> <li>→ Lorsque la mise en place ou le démontage d'une protection collective contre le risque de chute nécessite des solutions techniques de continuité non prévues par le fabricant du matériel mis en œuvre,</li> <li>→ Lorsque la nature de l'ouvrage ou la surface d'appui des matériels ou des plates-formes de travail requièrent le recours à des dispositifs exceptionnels de stabilisation,</li> <li>→ Sur échafaudage volant ou en encorbellement, y compris le montage et le démontage de l'échafaudage,</li> <li>→ En cas de recours aux techniques acrobatiques ou d'alpinisme.</li> <li>→ Travaux en hauteur sur toitures</li> <li>→ Chute à travers des matériaux fragiles</li> </ul>
<p>Installation de sécurités collectives réglementaires sur les accès et les postes de travail en fonction de la hauteur d'intervention :</p> <p>Travaux de faible hauteur ; des plates-formes individuelles roulantes (PIR) seront utilisées pour des hauteurs jusqu'à 2,50 m. Hauteur &gt; de 2,50 m ; Au-delà d'une hauteur de 2,50 m, l'utilisation d'un échafaudage roulant, fixe ou d'une nacelle sera imposée en fonction de son utilisation et des hauteurs d'intervention.</p> <p>En fonction du risque exporté la zone de travaux sera isolée par un balisage et une signalisation de sécurité.</p> <p>- Il est interdit d'utiliser les techniques d'accès et de positionnement au moyen de cordes pour constituer un poste de travail. Toutefois, en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque établit que l'installation ou la mise en œuvre d'un tel équipement est susceptible d'exposer des travailleurs à un risque supérieur à celui résultant de l'utilisation des techniques d'accès ou de positionnement au moyen de cordes, celles-ci peuvent être utilisées pour des travaux temporaires en hauteur. Les travaux seront exécutés conformément aux articles R. 4323- 89 à 90 du code du travail</p> <p>Les travaux sur toitures seront exécutés conformément aux articles R. 4534- 85 à 94 du code du travail.</p> <p>Préalablement à l'intervention en toiture il sera mis en place des protections collectives pour éviter toute chute de hauteur. Les interventions sur une toiture en matériau de couverture fragile se feront à partir de plates-formes de travail prenant appui sur la structure.</p> <p>Aucune intervention ne pourra s'effectuer lorsque les conditions climatiques sont défavorables rendant la surface de la toiture glissante.</p>	
<b>3.7.2. Ensevelissement ou enlèvement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Tranchées, fouilles, excavations, travaux en pieds de talus</li> <li>→ Travaux à proximité de stockage de matières pulvérulentes, liquide, ...</li> <li>→ Sols mouvants, fosses, silos</li> </ul>
<p>Les travaux de terrassement à ciel ouvert seront exécutés conformément aux articles R. 4534- 22 à 39 du code du travail.</p> <p>Les fouilles en tranchées seront blindées à l'avancement des travaux.</p> <p>Les traversées de tranchées seront aménagées à l'aide de passerelles appropriées.</p> <p>Le remblaiement des fouilles se fera à l'avancement des travaux</p> <p>Les stockages seront interdits en tête de talus</p>	
<b>3.7.3. Exposition à des substances chimiques ou à des agents biologiques nécessitant une surveillance médicale particulière</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Poussières d'amiante, de bois, de silice, d'ardoise, plomb, peinture par pulvérisation,</li> <li>→ Agents cancérogènes, mutagènes, toxiques pour la reproduction</li> <li>→ Agents pathogènes (égouts, abattoirs, aéro-réfrigérant,)</li> </ul>
<p>Respect des consignes énumérées dans la fiche de données de sécurité.</p> <p>Suivant les cas : ventilation des locaux, port des EPI adaptées.</p> <p>Travaux à réaliser sans aucune coactivité</p>	

3.7.4. Travaux de retrait ou de confinement d'amiante	→ Travaux de retrait avant démolition → Travaux de fixation, d'imprégnation, d'encoffrement y compris sur installations et équipements industriels. → Tout type d'Amiante
---	---

L'entreprise effectuant le retrait de l'amiante devra être certifiée et son personnel formé.  
L'ensemble des travaux de désamiantage devra être réalisé dans des zones totalement isolées sans aucune coactivité.  
Le plan de retrait établi par l'entreprise sera adressé à l'inspection du travail pour validation, 1 mois avant le démarrage des travaux.  
L'ensemble des procédures de dépose, d'évacuation et de suivi des déchets concernés devra impérativement suivre la Section 3 : Risque d'exposition à l'amiante, articles R. 4412-94 à 148 du code du travail

3.7.5. Risques Electriques :  Contact avec des pièces nues sous-tension > à la TBT (50V, alternatif) A proximité de lignes aériennes ou enterrées (HTA/HTB)	→ Travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques des domaines de basse tension A et B et de haute tension A et B tels que visés au titre 12 du 8 janvier 1965 susvisé, dès lors que la consignation n'a pas été obtenue. → Levage, manutention, montage d'éléments préfabriqués à proximité de lignes → Utilisation de nacelle, de semi-remorque, de bennes, d'échafaudage → Terrassements, creusements, tranchées, forages, sondages → Travaux en façade d'immeuble → Travaux de mise hors tension d'une zone de travaux
---	--

Les travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques situées à l'intérieur des locaux seront exécutés conformément aux articles R. 4534- 126 à 130 du code du travail.  
Mise hors tension des réseaux électriques avant les travaux de dépose par du personnel électricien habilité  
Après mise hors tension du réseau l'entreprise établira une attestation de consignation du réseau de manière à ce que les entreprises interviennent sur la zone de travaux neutralisée  
Les travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques extérieures seront exécutés conformément aux articles R. 4534-107 à 125 du code du travail.  
Neutralisation des réseaux électriques avant les travaux de branchement par du personnel électricien habilité. Après le branchement exécuté, prévenir et signaler de la mise sous tension du réseau même s'il s'agit d'une mise sous tension partielle

3.7.6. Démolition / déconstruction, réhabilitation impliquant les structures porteuses, d'un ouvrage ou partie d'ouvrage (volume >200m3)	→ Démolition totale ou partielle d'ouvrage → Réhabilitation totale ou partielle
--	--

Les travaux de démolition seront exécutés conformément aux articles R. 4534- 60 à 73 du code du travail.  
Protection de l'ensemble de la zone de démolition pour interdire l'accès aux personnes non autorisées, par mise en place de barrières jointives de type police et d'une signalisation de sécurité.  
Dans le cas d'émission de poussières lors des travaux de démolition mise en place d'un système d'arrosage de la zone concernée.  
Port des EPI adaptés aux risques générés. (Casque Obligatoire)

### 3.8. Mesures de prévention par type de travaux

Ce paragraphe a pour objet de définir les grandes lignes du programme des protections à mettre en place. Il vise plus particulièrement à réaliser une continuité et une homogénéité des protections lors de l'intervention des différents lots.

La liste des mesures énumérées n'est pas exhaustive. Les entreprises devront compléter les mesures prévues dans leur PPSPS.

*Principe fondamental : l'entreprise qui crée le risque met en place les protections adaptées.*


### 3.8.1. Tranchées, pose de canalisations, terrassement, VRD, voiries

Les principaux risques rencontrés pour les travaux sont :

- Basculement – Renversement de matériels ou de matériaux
- Chute de hauteur lors de la montée ou la descente des engins, dans les fouilles, etc.
- Chute de plain-pied
- Chute d'objet depuis le bord de tranchée ou lors du chargement des camions de déblais
- Collision entre véhicules ou entre véhicule et obstacle fixe.
- Éboulement
- Écrasement par ensevelissement
- Coupures avec des outils à main ou électroportatifs
- Usage du laser de réglage d'alignement
- Heurt de véhicules et engins de chantier (ou organes mobiles) avec des piétons
- Risque chimique (poussières, ciments, produits noirs, liants routiers, chaux, huiles, carburants, etc.)
- Risque de brûlures dû à l'utilisation de liants hydrocarbonés chauds
- Risque sanitaire lors d'intervention dans les égouts ou sur des canalisations d'eaux usées
- Risque d'atteinte musculaire et articulaire (lombalgies, TMS...)
- Brûlures par oxycoupage ou soudure
- Risque d'incendie et/ou d'explosion (conduite de gaz, engins de guerre non repérés, etc.)
- Risque électrique par contact avec des lignes aériennes ou enterrées
- Risque routier sur voie publique lors du transfert d'engins ou le déplacement de salarié vers le chantier
- Vibrations mécaniques
- Exposition au bruit


#### Préparation et Organisation des travaux

<b>Permettre au personnel, engins et véhicules d'accéder au poste de travail dans des conditions satisfaisantes</b>	Description des accès au chantier, des règles de circulation, des zones de stationnement des engins. Établissement du plan de la signalisation interne au chantier (panneaux, fléchage...), des protections à mettre en place (barrières ralentisseurs...) par phase de travaux. Demande d'autorisation de voirie lorsque l'accès au chantier modifie la circulation publique.
<b>Prévoir et organiser les secours d'urgence</b>	Dispositions pour assurer une intervention efficace des secours en cas d'accident ou d'incendie
<b>Assurer la sécurité des personnes et des biens aux abords du chantier</b>	Information des différents services publics en amont des travaux et obtention des autorisations
<b>Prévenir les risques liés à la conduite des engins</b>	Vérification de la mise à jour des formations, habilitations, AIPR et autorisations de conduite des conducteurs. Lorsqu'elles existent, vérifier la présence des consignes de sécurité propres à chaque engin. Vérifier la réalisation des vérifications périodiques.
<b>Vérifier l'adéquation du matériel</b>	Définition du type et du nombre de blindages nécessaires à la réalisation des travaux (y compris les accessoires : garde-corps, échelles, passerelles, etc.). Vérifier l'adéquation du matériel. Vérification de la capacité des engins de levage par rapport aux charges prévues (blindages, canalisations, regards préfabriqués, etc.). Vérification de l'amplitude des engins de terrassement par rapport à la profondeur des fouilles. Définition des consignes d'utilisation pour les accessoires spéciaux (palonniers, axes de tourets, etc.)
<b>Prévenir les risques liés aux opérations d'entretien du matériel.</b>	Définition de l'organisation retenue en matière d'entretien mécanique (atelier fixe ou mobile). Définition des modalités d'intervention selon qu'il s'agit d'entretien courant ou de réparation urgente.
<b>Connaître la présence de réseaux dans l'emprise des travaux. Éliminer tout risque d'entrée du personnel ou des matériels dans la zone de voisinage des lignes électriques aériennes sous tension (3 m en BT et HTA, 5 m en HTB).</b>	Évaluation des risques dans un rayon de 50 m des lignes électriques existantes. DICT obligatoire en cas de travaux à proximité des lignes : pénétration dans la zone de projection verticale de 3 m de part et d'autre de la ligne en en basse tension, 5 m en haute tension. Prescriptions de sécurité à respecter lors de l'approche de lignes électriques : voir récépissé DICT pour la prise en compte des réponses des exploitants. Définition des mesures de protection associées (mise hors tension, gabarits...) Désignation des intervenants autorisés à intervenir à proximité des réseaux (AIPR). Demande de consigne des réseaux aériens lorsque ceux-ci sont trop bas pour le passage des camions « benne levée » (gravillonneurs et camions d'enrobés).


	PGCSPS	Projet d'aménagement d'un parking au CP BDA	27/05/2025
		CP Bois d'Arcy 5 bis rue Alexandre Turpault 78390 Bois-d'Arcy	Indice A

	Définition des procédures de travail spécifiques : camions pousseurs, alimentation ponctuelle à la chargeuse...
<b>Éviter les accidents liés aux risques d'endommagement de réseaux souterrains dans l'environnement du chantier</b>	DICT obligatoire si la zone de travaux nécessite des fouilles ou l'approche de réseaux souterrains. Repérage des réseaux (vérification présence marquage, piquetage). Vérification de l'adaptation de la technique de travaux vis-à-vis des réseaux rencontrés (respect des prescriptions du guide technique). Repérage des réseaux à partir des réponses aux DICT. Mise en place de protections telles que plots, balises, gabarits, etc.
<b>Prévenir les risques liés à la conduite des engins</b>	Vérification de la mise à jour des formations, habilitations, AIPR et autorisations de conduite des conducteurs. Lorsqu'elles existent, vérifier la présence des consignes de sécurité propres à chaque engin. Vérifier la réalisation des vérifications périodiques. Equiper les camions de radars de recul et caméras
<b>Prévenir le risque routier</b>	Organisation du déplacement des personnes pour limiter les trajets. Formation à l'arrimage des conducteurs d'engins et de camions de transfert. Organisation du transfert des engins. Prévoir des largeurs de rampes suffisantes pour le croisement des engins. Prévoir des zones d'attente
<b>Protéger la circulation des personnes dans l'emprise du chantier</b>	<p><b>Pour les chantiers fixe</b> Établissement d'un plan des installations de chantier et des voies de circulation en séparant les flux. Identification des points de rencontre et établissement des consignes et d'une signalisation spécifique. Préparation, signalement et entretien des différentes zones : travail, circulation des piétons, stockage, etc. Information de l'ensemble du personnel des dispositions prises. Information des intervenants extérieurs : fournisseurs, sous-traitants, etc. Les obstacles pouvant présenter des risques à la circulation des travailleurs dans l'emprise du chantier seront balisés par du grillage orange solidement fixé. Cheminements séparés des voies de circulation des engins seront réalisés pour les ouvriers</p> <p><b>Pour les chantiers mobiles en plus des chantiers fixe</b> Définition des modalités d'accès au chantier. Établissement des consignes de circulation des piétons dans le balisage. Définition des modalités de suivi et de maintenance du balisage.</p>
<b>Organiser l'accès au chantier</b>	Mise en place de la signalisation d'approche et d'information sur la voie publique. Mise en place des clôtures et des panneaux d'information, Mise en place du balisage de protection au droit des chantiers. Transmission des circuits et des consignes d'accès pour chaque phase de travaux.
<b>Organiser la circulation des engins et des camions.</b>	Rappel des conditions de circulation sur le chantier : plans, consignes, signalisation. Définition des modalités d'entretien et de confection des pistes. Transmission des modes opératoires des travaux et des consignes de sécurité associées, pour chaque phase du chantier. Désignation d'un signaleur (personne formée à l'aide aux manœuvres des camions). Définition des consignes particulières à mettre en place lorsqu'il y a des travaux de nuit.
<b>Éliminer toute possibilité de contact accidentel avec les réseaux existants.</b>	Repérage des réseaux à partir des réponses aux DICT ; Protection par des plots, balisages, gabarits... Application des procédures spécifiques définies lors de la préparation du chantier. Protection et soutien des réseaux rencontrés.
<b>Limitier le risque en cas d'endommagement des réseaux</b>	Mise en place des procédures : → Arrêter les engins et les camions concernés ; → Appeler les secours et le gestionnaire du réseau ; → Aménager une zone de sécurité ; → Accueillir les secours.
<b>Prévenir les risques d'éboulement.</b>	Mise en place des protections de fouilles au fur et à mesure des terrassements. Éloignement des circulations de chantier des bords de fouilles. Éloignement des stockages de matériel et de matériaux des bords de fouilles. Retrait des protections de fouille au fur et à mesure des remblais.
<b>Prévenir les risques d'enfouissement.</b>	Rappeler les consignes de sécurité lors d'interventions en tranchées (Interdiction d'intervenir hors des protections de fouilles). Interdiction d'intervenir hors des protections de fouille. Privilégier l'utilisation de matériel de compactage télécommandé.
<b>Prévenir les chutes dans les fouilles</b>	Dispositions pour éloigner les piétons des zones de terrassement. Mise en place de barrières, de passerelles. Mise en place de garde-corps en tête de fouille solidement fixé au blindage Remblai ou talutage au fur et à mesure du chantier.



	PGCSPS	Projet d'aménagement d'un parking au CP BDA	27/05/2025
		CP Bois d'Arcy 5 bis rue Alexandre Turpault 78390 Bois-d'Arcy	Indice A

<b>Prévenir les risques liés au déversement et à la mise en oeuvre des matériaux</b>	Prendre toutes les dispositions pour éloigner les piétons des zones de chargement et de déchargement des déblais. Désignation d'un signaleur (personne formée pour aider aux manœuvres des camions), en cas de circulation importante ou de circulation dans une zone de coactivité.
<b>Limiter l'exposition aux poussières</b>	Humidification des sols lorsqu'ils sont trop secs. Remblai avec des matériaux humides. Mise à disposition des EPI spécifiques et vérification de leur port effectif. Humidification des matériaux avant leur déchargement et leur mise en œuvre (Grave non traitée, etc.) Privilégier les matériaux découpés en usine (bordures béton en éléments de 0,25 ou 0,33 cm...). Réalisation des découpes de béton et de pierre naturelle (bordures, pavés, ouvrages de voirie...) avec du matériel équipé de système d'arrosage (tronçonneuses avec pulvérisation d'eau...). Prévoir l'approvisionnement continu en eau des fraiseuses. Privilégier les raboteuses équipées de système d'aspiration des poussières. Vérification des diagnostics amiante avant le démarrage des travaux Arrosage des pistes du chantier. Aménagement de zones abritées dédiées au transvasement des porteurs de matériaux pulvérulents, lorsqu'il y a des travaux de traitement de sols.
<b>Identifier et prévenir les risques particuliers liés à des processus spécifiques</b>	Établissement de procédures de travail pour les situations particulières : → Emploi d'explosifs → Terrassement à proximité d'eau : rivières, nappes souterraines, étangs, etc. → Terrassement à proximité de cavités souterraines → Travaux de nuit Définition, information et mise en place des dispositions particulières.
<b>Prévenir les chutes d'objet</b>	Dispositions pour éloigner le stockage de matériaux et de matériel des bords de fouilles.
<b>Prévenir les blessures liées à l'utilisation d'outils à main ou électroportatifs.</b>	Dispositions pour privilégier la préparation (coupe, alésage, etc.) des canalisations hors des fouilles, si possible sur un poste aménagé (table de coupe, etc.) Organisation des interventions lorsqu'elles doivent être réalisées en fond de fouilles : dégagement d'emprise, calage des canalisations, position stable, etc. Mise à disposition et port des EPI spécifiques.
<b>Limiter l'exposition aux solvants et aux colles.</b>	Appropriation de l'étiquetage des produits et consultation des FDS. Identification des instructions, prescriptions ou consignes d'utilisation des fabricants et formalisation dans une notice de poste. Recherche des substances et produits chimiques dangereux (solvants, colles, résines...) et leur substitution par des produits moins dangereux. Organisation des postes de travail afin de limiter l'exposition des salariés ; mise en œuvre des moyens de protection collective adaptés (ventilation, etc.). Gestion du risque résiduel : fournir les EPI appropriés et vérifier qu'ils soient portés (Lunettes, gants, masques, cagoules, vêtements de protection, etc.) et en adoptant des règles d'hygiène. Prendre les mesures spécifiques lors de travaux en présence de matériaux amiantés, de silice, de plomb, etc.
<b>Limiter l'exposition aux produits noirs et aux fumées de bitume.</b>	Organisation des postes de travail afin de limiter l'exposition des salariés ; mise en œuvre des moyens de protection collective adaptés (ventilation lorsque nécessaires, etc.). Privilégier l'utilisation de finisseurs équipés de système d'aspiration des fumées et veiller à leur bon fonctionnement. Gestion du risque résiduel en fournissant et en faisant porter les EPI appropriés (port de lunettes, de gants, de vêtements de protection...) et en adoptant des règles d'hygiène.
<b>Limiter l'exposition aux fumées d'oxycoupage ou de soudure.</b>	Dispositions privilégiant la préparation des matériaux hors des fouilles sur des postes de travail aménagés et ventilés. Mise à disposition des protections respiratoires adaptées.
<b>Limiter l'exposition au ciment.</b>	Privilégier les bétons et mortiers prêts à l'emploi. Mise à disposition et port des EPI spécifiques.
<b>Limiter les vibrations</b>	Utilisation si possible d'engins de compactage télécommandés ou équipés de poignées anti vibratile.
<b>Signalisation des travaux temporaires en voirie</b>	L'entreprise mettra en œuvre, si nécessaire, des feux tricolores ainsi que des panneaux de signalisation possédant des flashes. Ces dispositifs étant alimentés par batteries, l'entreprise titulaire disposera dans les installations de chantier de batteries en état de fonctionnement ainsi que des lampes de rechange.

	PGCSPS	Projet d'aménagement d'un parking au CP BDA	27/05/2025
		CP Bois d'Arcy 5 bis rue Alexandre Turpault 78390 Bois-d'Arcy	Indice A

	<p>Une personne d'astreinte sera nommée et sera disponible 24h/24h. Cette personne sera mobilisée pour le changement des éléments défectueux et la remise en place de la signalisation, et devra pouvoir intervenir dans l'heure suivant l'appel.</p> <p>L'entrepreneur installera et maintiendra la signalisation temporaire collective de chantier pendant toute la durée de l'opération au profit des autres lots et sous-traitants</p>
--	--

### 3.8.2. Travaux d'installation électrique


Les principaux risques rencontrés pour ces travaux sont :

- Chute de hauteur lors de travaux en hauteur
- Chute de plain-pied
- Basculement - Renversement de matériel
- Chute d'objets lors des travaux en hauteur
- Écrasement lors du levage, du montage et de la manutention du matériel électrique
- Risque routier sur voie publique
- Risque électrique : électrisation par contact du personnel, de matériel ou d'outils avec une installation sous tension
- Risque chimique lors de l'utilisation de produits : acides, solvants, diluants, décapants, peintures, vernis, colles, résines, ciments ou autres produits étiquetés
- Risque chimique dû aux poussières et fibres
- Risque d'incendie et/ou d'explosion lors de l'utilisation de gaz ou lors de travaux en atmosphère explosive
- Risque d'atteinte musculaire et articulaire (lombalgie, TMS...)


#### **Préparation et Organisation des travaux**

<b>Prévenir les risques liés au stockage et à la reprise des matériaux.</b>	Définition des lieux de stockage des divers matériels (échafaudages, plates-formes, outillages...) et matériaux ; des moyens de calage ; de l'ordre de rangement ; des moyens de chargement et de déchargement.
<b>Prévenir les risques de heurt lors de travaux sur voies circulées.</b>	Organisation du plan de circulation. Plan de signalisation ; mise en place et entretien.
<b>Prévenir les accidents et incidents au cours du transport.</b>	Guidage des camions lors des opérations d'amenée et de repli du matériel, d'approvisionnement des matériaux, d'évacuation des déblais, etc. Arrimage du matériel transporté, colisage, etc.
<b>Prévenir les risques lors des circulations sur les chantiers.</b>	Protection des zones exposées aux chutes d'objets ; Protection de certains passages contre le risque de chute de personnes.
<b>Prévenir les chutes de plain-pied ou de hauteur.</b>	Instructions données quant à la propreté et à la netteté du sol aux abords des aires de travail, de manutention et de stockage. Définition des cheminements du personnel entre les zones d'accès aux bâtiments et les postes de travail. Définition des moyens d'accès et de circulation lors des travaux en hauteur sur façade. Définition et mise en place des plates-formes de travail. Dispositions prises pour assurer la stabilisation et l'arrimage de ces dispositifs. Définition des dispositifs de protection collective et des équipements de protection individuelle contre les chutes pour les travaux réalisés à proximité ou au-dessus du vide.
<b>Prévenir les risques électrique et mécanique pendant l'utilisation et l'entretien des outils.</b>	Instructions relatives à l'emploi et à l'entretien des machines et appareils. Description du matériel, valeur de la tension d'alimentation, emplacement et caractéristiques des dispositifs de coupure et de protection, qualité des câbles d'alimentation des appareils. Choix du matériel électrique : privilégier les outils portatifs alimentés par batteries incorporées. Définition des dispositifs de sécurité des matériels et machines-outils (meuleuses, ponceuses, pistolets à haute pression, appareils de nettoyage à haute pression, etc.). Consignes relatives au port des vêtements et des protections individuelles adaptés.
<b>Prévenir le risque électrique lors de l'exécution de travaux sur des installations électriques en exploitation ou dans leur voisinage.</b>	Instruction, formation et habilitation des personnes (NF C 18-510). Choix des méthodes de travail. Désignation des personnes qualifiées possédant les habilitations requises. Hors tension : désignation des responsables de consignation, calendrier des consignations.



	PGCSPS	Projet d'aménagement d'un parking au CP BDA	27/05/2025
		CP Bois d'Arcy 5 bis rue Alexandre Turpault 78390 Bois-d'Arcy	Indice A

	Travaux au voisinage des installations et équipements électriques : instructions ou mesures à prendre pour éliminer des risques.
<b>Prévenir les risques électrique et mécanique pour les intervenants eux-mêmes et pour les autres salariés présents sur le site.</b>	Dispositions prises pour réaliser des essais : - pour l'installation électrique ; - pour la mise en service d'équipements mis en place par d'autres entreprises.
<b>Définir les règles transitoires et les faire connaître à l'ensemble des intervenants.</b>	Définition des règles d'exploitation provisoires pour tout ou partie de l'installation.
<b>S'assurer que les installations et les matériels mis en œuvre sont conformes et adaptés à leur emploi.</b>	Vérification des installations électriques de chantier et des équipements de travail (électrique, levage, matériel, EPI...).
<b>Prévenir les risques d'inhalation de particules, de fibres, de produits chimiques ; les risques de lésions cutanées ou oculaires, d'intoxication et de lésions lors de la manipulation, la mise en œuvre ou l'exposition à des produits susceptibles de contenir ou de libérer des substances toxiques ou dangereuses.</b>	Appropriation de l'étiquetage des produits et consultation des FDS. Identification des instructions, prescriptions ou consignes d'utilisation des fabricants et formalisation dans une notice de poste. Recherche des substances et produits chimiques dangereux (solvants, colles, résines...) et leur substitution par des produits moins dangereux. Organisation des postes de travail afin de limiter l'exposition des salariés ; mise en œuvre des moyens de protection collective adaptés (ventilation, aspiration à la source, etc.). Gestion du risque résiduel : fournir les EPI appropriés (lunettes, gants, masques, cagoules, vêtements de protection, etc.) et vérifier qu'ils soient portés dans le respect des règles d'hygiène. Adoption de mesures spécifiques lors de travaux avec présence de matériaux amiantés, silice, plomb, etc.

	PGCSPS	Projet d'aménagement d'un parking au CP BDA	27/05/2025
		CP Bois d'Arcy 5 bis rue Alexandre Turpault 78390 Bois-d'Arcy	Indice A

### 3.8.3. Travaux de désamiantage ou en présence de matériaux contenant de l'amiante

Avant toute intervention, le responsable du lot désamiantage doit procéder à une évaluation des risques et définir les modes opératoires concernant :

- La présence de matériaux dangereux amiante (plan de retrait, gestion des déchets, etc.),
- Des sujétions d'environnement (réseaux existants enterrés, circulation, etc.).
- S'assurer de l'évacuation possible de ses déchets en obtenant son Certificat d'Acceptation Préalable (CAP).

Les travaux respecteront la réglementation en vigueur, l'entreprise prendra en compte toute modification de loi ou décret au cours de ses travaux notamment concernant :

- La formation du personnel,
- Le choix et la gestion des EPI,
- Le choix et la gestion des MPC
- Les conditions de mesurage.

Un repérage visuel des matériaux amiantés diagnostiqués devra être effectué avant le début des travaux

Il sera établi un Plan de retrait préalable de l'amiante et des matériaux en contenant, ce plan est soumis à l'avis du Médecin du travail et du CSE. Il est transmis 30 Jours avant le démarrage des travaux à : l'Inspection du travail, la CRAM, et L'OPPBT

**Le plan de retrait ne remplace pas le PPSPS**

**Mesures générales attendues dans le PPSPS selon le niveau d'empoussièrement prévisible :**

Délimitation de l'espace de travail : Barrières / Confinement et isolement de la zone d'émission de poussières

Balises et Signalisation : Chantier interdit au public, Danger Amiante, Port des EPI spécifiques, règles d'hygiène et Pictogramme réglementaire

Contrôle de confinement : Test fumée, Mise en dépression (Protection physique anti-heurt ou arrachement en cas de passage limitrophe aux confinements).

Consignation des réseaux : les travaux pourront commencer qu'après consignation des réseaux circulant dans la zone (PV).

Restitution des locaux : Contrôle d'empoussièrement obligatoire permettant d'assurer l'absence totale de présence d'amiante suite aux travaux. (Analyse META) Ce contrôle est effectué en maintenant la zone en dépression.

Tout appareillage (aspirateurs, extracteurs, coffrets de chantier, éclairages, moyens d'élévations (ex : échafaudage ou PIR(L)) devront avoir été dépollués avant leur sortie de zone ou auront été mis en sac « amiante » pour une dépollution dans un autre site (agréé)

Déchets : étiquetage "amiante" puis stockage dans une zone fermée, isolée puis signalée (amiante) Cette zone sera de préférence à proximité de la zone de désamiantage.

Toute circulation des déchets dans le bâtiment devra se faire sans Co activité

En cas de recouvrement, l'entreprise mettra en place une signalisation provisoire de chantier sur les matériaux laissés en place. Un plan précisera les emplacements des matériaux amiantés toujours en place, celui-ci sera diffusé aux autres intervenants.

Le recouvrement sur matériaux amiantés est effectué à minima par une entreprise formée sous-section 4

Afin d'éviter les risques, le retrait total devra rester prioritaire.

Le chef d'entreprise doit mettre à la disposition des travailleurs susceptibles d'être soumis à des expositions brèves mais intenses un vêtement de protection et un équipement individuel de protection respiratoire anti-poussières approprié. Il veillera à ce que la zone d'intervention soit signalée et ne soit ni occupée ni traversée par des personnes autres que celles qui sont chargées de l'intervention.


Textes INRS sur les travaux de retrait ou d'encapsulation d'AMIANTE (ED6091)

Rapport de fin de travaux à prévoir de transmettre au CSPS pour intégration au DIUO

#### **Procédure en cas de découverte de matériaux et/ou produits susceptibles de contenir de l'amiante**

- Aucune manipulation ne doit être rendue possible
- En cas d'intervention autour de ces zones, l'entreprise devra être certifiée Sous-Section 4 pour réaliser des travaux, y compris si la durée de travail est inférieure à 5 jours
- Isoler la zone de découverte par balisage suffisamment en retrait du matériau / produit découvert, mettre en place une signalisation d'interdiction d'accéder à la zone / diffuser les consignes aux entreprises.

Alerter rapidement la Direction de travaux et le coordonnateur SPS (circonstances, localisation et état de la zone de découverte, ...).

	PGCSPS	Projet d'aménagement d'un parking au CP BDA	27/05/2025
		CP Bois d'Arcy 5 bis rue Alexandre Turpault 78390 Bois-d'Arcy	Indice A

### 3.8.4. Travaux de déplombage ou en présence de matériaux contenant du plomb

Les entreprises devront impérativement prendre connaissance du dossier de repérage joint au dossier DCE et prendre les mesures de prévention et de santé pour leur personnel

L'Entreprise ayant des travaux sur des support plombés informera d'une part, toutes les entreprises et leurs salariés sur l'état des risques d'accessibilité ; et d'autre part prendra toutes les dispositions réglementaires pour ce type de travaux (mode opératoire, protection et hygiène du personnel, gestion et suivi des déchets, etc.) Voir dossier de l'INRS ED 909 et l'aide au choix d'une solution technique OPPBTP A4G0501

Les mesures de prévention de base seront prises selon les prescriptions suivantes non exhaustives :

- Choisir la technique d'intervention la moins polluante possible, notamment vis-à-vis de la concentration en plomb.
- Informer le médecin du travail et le CSE (ou les délégués du personnel).
- Choisir les équipements de protection individuelle adaptés à la technique
- Informer les salariés sur le risque plomb à l'aide de la notice prévue à cet effet
- Former les salariés (technique employée, équipements de protection, nettoyage du chantier, évacuation des déchets, entrée et sortie de la zone de travail, hygiène générale, interdictions) ; le formateur doit être compétent vis-à-vis du risque plomb.
- Prévoir l'installation des locaux de proximité : vestiaires, sanitaires et réfectoire
- Choisir le mode de tri, de stockage et d'élimination des déchets, et mettre en place la procédure de cheminement et d'évacuation.
- Définir les moyens d'aide aux manutentions.
- Repérer les différents réseaux à l'intérieur des zones afin d'organiser la neutralisation de ceux pouvant présenter un risque lors des travaux.
- Aménager un local inaccessible au public pour stocker les déchets
- Rendre et maintenir le chantier inaccessible au public
- Faire mettre hors service les installations existantes (gaz, électricité...) situées dans la zone de travail et pouvant présenter des risques pour les intervenants
- Eclairer la zone de travail à l'aide d'appareils de classe II (double isolation) : projecteur mobile IP 447, baladeuse IP 45 d'une protection mécanique (verrine ou grille métallique).
- Assurer un nettoyage régulier de la zone de travail ; proscrire le balayage
- Réaliser un nettoyage complet des zones de travail et des accès à l'aide d'un aspirateur avec filtre à très haute efficacité ; proscrire le balayage
- Fournir au maître d'ouvrage un plan indiquant les parois ou éléments contenant toujours du plomb après recouvrement ou encoffrement (DIUO + Signalisation chantier)

Un repérage visuel des zones plombées devra être effectué dès le démarrage des travaux puis des protections adéquates devront être mise en œuvre afin de protéger les intervenants de toute manipulation accidentelle.

Il sera privilégié de retirer ces matériaux au lieu de les encapsuler

Des tests de lingettes devront être effectués dans la base vie et toute pollution entrainera une fermeture de celle-ci aux frais de l'entreprise concernée par les travaux de déplombage.

#### **Procédure en cas de découverte de matériaux et/ou produits susceptibles de contenir du plomb**

- Aucune manipulation ne doit être rendue possible
- En cas d'intervention autour de ces zones, l'entreprise devra être spécifiquement formée/qualifiée pour réaliser des travaux,
- Isoler la zone de découverte par balisage suffisamment en retrait du matériau / produit découvert, mettre en place une signalisation d'interdiction d'accéder à la zone / diffuser les consignes aux entreprises.

Alerter rapidement la Direction de travaux et le coordonnateur SPS (circonstances, localisation et état de la zone de découverte, ...).

### 3.8.5. Utilisation d'échafaudage roulant / mobile

Aucun travailleur ne doit se trouver sur l'échafaudage lors de son déplacement.

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées.

Le contenu de cette formation comporte, notamment :

- 1) La compréhension du plan de montage, de démontage ou de transformation de l'échafaudage
- 2) La sécurité lors du montage, du démontage ou de la transformation de l'échafaudage ;
- 3) Les mesures de prévention des risques de chute de personnes ou d'objets ;
- 4) Les mesures de sécurité en cas de changement des conditions météorologiques qui pourrait être préjudiciable aux personnes en affectant la sécurité de l'échafaudage ;
- 5) Les conditions en matière d'efforts de structure admissibles ;

Tout autre risque que les opérations de montage, de démontage et de transformation précitées peuvent comporter.

### 3.8.6. Utilisation de Plateforme Elévatrice Mobile de Personnel (P.E.M.P)

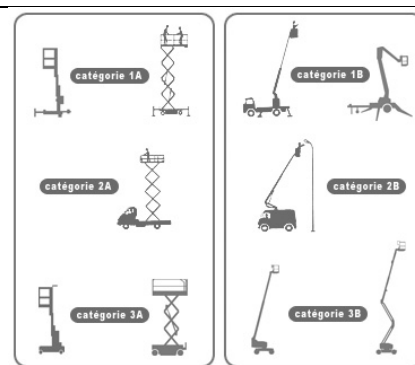
Les PEMP doivent faire l'objet d'une vérification périodique par un organisme agréé.

Leur utilisation ne doit être confiée qu'à du personnel formé de préférence titulaire d'un CACES approprié. Dispositions du guide de l'INRS ED 801 à respecter.

Les personnes utilisatrices de nacelle veilleront à :

- Vérifier que les zones et voies de circulations soient dégagées de tout encombrant
- Veiller à respecter les surcharges admissibles
- Désigner une personne au sol pour appeler les secours (ayant connaissance de l'utilisation de la nacelle)

Baliser la zone d'évolution de la nacelle et de son panier



#### **Équipements de protection individuelle du personnel (exclusivement à la charge des entreprises)**

Les responsables sécurité des Entreprises titulaires d'un lot :

- Mettront à la disposition de leur personnel, les équipements et les protections individuelles normalisées et adaptées aux types de tâches à exécuter ou à la situation de l'intervention.
- Feront en sorte que leurs salariés portent bien leurs EPI sur le chantier
- Feront en sorte que leurs sous-traitants et prestataires portent bien leurs EPI sur le chantier
- S'assureront de l'entretien et de la bonne tenue des protections.

L'entreprise titulaire tiendra à disposition des casques, bottes et gilets réfléchissants pour les visiteurs.

#### **Utilisation de harnais de sécurité (hors métier de travail sur corde)**

Conformément à la réglementation, le harnais de sécurité ne devra être employé comme moyen de prévention contre le risque de chute de hauteur, que pour des interventions ponctuelles, de courte durée et non répétitives.

***Il sera autorisé uniquement dans le cas où des protections collectives seront physiquement impossibles à mettre en place.***

Dans ce cas, l'entrepreneur devra désigner une personne compétente qui s'assurera que les points d'ancrage sont sûrs, résistants et en nombre suffisant. L'accès au premier point d'ancrage devra se faire en sécurité. Elle vérifiera l'installation du matériel (harnais, longe, ligne de vie, etc..) pour chaque salarié. Elle surveillera en permanence l'exécution des travaux. Le personnel utilisateur du harnais devra être formé à son port.

## 4. LES SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

### 4.1. Activités d'exploitation sur le site

Les contraintes particulières correspondant à l'exploitation d'activités à proximité du chantier feront l'objet d'une concertation, pendant la phase préparation, entre les exploitants concernés, les services de secours, les entreprises, le Coordonnateur et le Maître d'Oeuvre permettant d'établir les dispositions précises permettant l'activité des exploitants et le respect de leurs obligations de sécurité vis à vis de leurs usagers et clients.

### 4.2. Chantier en milieu occupé


Le chantier ne se déroulera pas en milieu occupé, néanmoins, la proximité directe avec d'autres bâtiment ou d'autres occupants pourrait apporter des mesures à prévoir ponctuellement par l'entreprise lors de travaux à risque (démolition, désamiantage, déplombage, structurel, etc...)

Une fermeture de zone côté exploitation ou tout autre sujétion est à prévoir par l'entreprise

SUJETIONS POUR L'ENTREPRISE TITULAIRE VIS-A-VIS D'UN EXPLOITANT
<p>L'Entreprise détaillera dans son PPSPS ainsi que dans ceux de ses sous-traitants les dispositions prises pour empêcher que les occupants ou le public aient accès à une partie quelconque du chantier : toitures, échafaudages, installation électriques provisoires, trémies, caves, ainsi qu'aux matériels et matériaux.</p> <p>Chaque entreprise intervenant en dehors de l'emprise du chantier devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Baliser un périmètre de sécurité et y interdire l'accès aux tiers.</li> <li>→ Prendre les dispositions pour empêcher que les occupants de l'immeuble ou le public aient accès aux matériels, matériaux, outillages accessibles aux tiers, y compris lorsqu'elle s'absente.</li> <li>→ Mettre en place un affichage adapté, tel que, par exemple : « travaux en cours », « danger », « port des EPI obligatoire », « faux planchers ouverts », « faux plafonds ouverts », etc...</li> <li>→ Laisser les accès et circulations libres et sans encombrement.</li> <li>→ Ne laisser aucune situation de risque pour les tiers, y compris lorsqu'elle s'absente.</li> </ul> <p>L'Entreprise devra s'assurer du respect quotidien des dispositions adoptées.</p> <p>L'Entreprise sera en charge de l'obtention des Permis feu journaliers auprès du PC sécurité (si tel est le cas).</p> <p>Les matériaux et l'outillage ne devront gêner en aucune façon la libre circulation des personnes sur le domaine public ou dans les circulations des parties communes.</p> <p>Les portes d'accès sur rues, les portes secondaires et celles des locaux communs seront maintenues fermées en permanence, pour éviter toute intrusion. L'Entreprise sera tenue d'y veiller quotidiennement.</p> <p>En phases livraisons/évacuations, ces accès devront rester sous la surveillance permanente d'un représentant de l'Entreprise.</p> <p>Les parties communes seront nettoyées quotidiennement par l'Entreprise responsable de l'installation de chantier.</p> <p>Tous les accès, et notamment les issues de secours ou voies pompier, devront être maintenus opérationnels. Dans le cas contraire, la condamnation, même provisoire devra avoir été validée par le Maître d'Ouvrage puis les services concernés</p> <p>Les Maîtres d'Ouvrages extérieurs intervenant dans l'enceinte du chantier doivent signer un protocole de concertation entre Maître d'ouvrage avant d'entreprendre des travaux. Ce protocole régit les règles communes de coordination des travaux et de sécurité inter-chantier.</p>
RESEAUX CONCEDES, MAINTENANCE DEPANNAGE - INTERVENTION DES SERVICES TECHNIQUES
<p>En cas d'intervention programmée des services techniques extérieure dans l'emprise du chantier, sur un réseau ou pour accéder à un local technique, une concertation préalable à l'intervention afin de prévenir les risques résultant de l'interférence des travaux devra être établie entre l'entreprise et l'exploitant.</p> <p>En cas d'intervention présentant un caractère d'extrême urgence et, ou, générant un risque, les opérations en cours sur le chantier pourront être interrompues et leur programmation modifiée pour éliminer les co-activités présentant des risques et le coordonnateur sera immédiatement informé de l'événement.</p>

#### 4.2.1. Chantiers à proximité de l'opération

Aucun chantier recensé à la rédaction du présent PGSCSPS

	PGCSPS	Projet d'aménagement d'un parking au CP BDA	27/05/2025
		CP Bois d'Arcy 5 bis rue Alexandre Turpault 78390 Bois-d'Arcy	Indice A

## 5. LES MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

### 5.1. Hygiène et conditions d'hébergement

#### 5.1.1. Emplacement.

Les installations de chantier sont mises en place avant le début des travaux.

Préalablement à l'installation de la base vie, des installations provisoires pourront être mise en place en fonction de l'effectif. (Roulotte ou Bungalows avec sanitaires) Elles ne serviront qu'à accueillir les compagnons destinés à monter la base vie définitive.

Elles doivent être :

- Dans l'emprise chantier, non excentré du chantier nécessitant de la marche pour les compagnons (<50m maximum)
- Accessibles sans équipement de protections individuelles
- Eloignées du bruit, des poussières ou d'odeurs (groupe électrogène, etc...)
- Placées sans générer de risque, hors de zone de levage et portes orientées à l'opposée de la circulation d'engins ou véhicules
- Implantées de sorte à être raccordé aux différents réseaux dès la mise en place (eau, électricité et assainissement)
- Implantées de sorte à pouvoir être démonté après la construction (gabarit des camions et grue)

#### 5.1.2. Mise à disposition d'installations existantes ou constituées autrement qu'en modulaire

Les installations existantes doivent répondre aux différents critères énoncés dans ce chapitre et en complément, elles doivent être :

- Compatible avec l'effectif réel
- Exempt de matériaux dangereux (amiante et plomb)
- Signalisation renforcée sur la circulation de l'entrée du chantier à la base vie (éclairage, affiches, protections face au non-port d'EPI)

Ces installations devront être validée par le CSPS avec le maître d'œuvre au préalable de leur installation.

#### 5.1.3. Dispositions des installations à mettre en place

Tous les aménagements d'installation et les locaux du cantonnement de chantier devront être installés et raccordés avant le début des travaux.

L'aménagement doit prendre en compte l'effectif prévisionnel de pointe (y compris les travaux sous traités) puis les dernières recommandations de la CRAMIF. (Note Technique numéro 27 + complément Ratio + armoires spécifiques)

L'entreprise responsable de la base vie aura en charge de maintenir le minimum d'équipement suivant :

##### **Sanitaires :**

1 WC à la turque pour 20 personnes (avec douchette) et 1 à 2 urinoirs pour 20 personnes,

1 douche pour 20 personnes communiquant directement avec les vestiaires, obligatoire pour les travaux insalubres et salissants.

1 lavabo pour 10 personnes avec température réglable, pourvu de moyen de nettoyage et de séchage

##### **Cas particulier des sanitaires chimiques :**

*Uniquement pour un usage de proximité des postes de travail indépendant de la base vie*

Les sanitaires chimiques seront tolérés si toutes les conditions ci-dessous sont appliquées :

Ils devront :

- Être convenablement chauffés,
- Éclairés, aérés mécaniquement,
- Désinfectés quotidiennement,
- Équipés de lavabo avec eau chaude / savon / essuie mains

##### **Vestiaires :** surface de 1,5 m2 minimum par personne.


Équipés d'armoires ventilées (1 par personne), composées de deux compartiments et chauffante avec extraction d'air vicié vers l'extérieur, coffres blindés, Sièges, et patères, de miroirs.

**Réfectoires :** surface de 1,5 m2 minimum par personne. Equipé de tables, chaises ou bancs avec dossier, poubelles avec couvercle, d'un évier avec eau froide et eau chaude, pour 8 personnes, de chauffe-plats électrique ou micro-onde, réfrigérateurs de contenance adaptée au nombre de personne. Les réfectoires sont climatisés pour les périodes chaudes et constitue ainsi un lieu de repli en cas de canicule. Ils sont chauffés pendant les périodes froides.

**Distribution d'eau potable :** La distribution de bouteille d'eau est interdite depuis janvier 2021. Elle reste autorisée lorsque l'établissement n'est pas desservi par un réseau d'eau potable ou pour répondre à un impératif de santé publique.

Mettre à disposition des travailleurs des fontaines à eau ou une réserve d'eau potable afin qu'ils puissent remplir des gourdes personnelles (la capacité et la fréquence de remplissage des fontaines ou de la réserve doivent répondre à l'exigence réglementaire de 3 litres d'eau potable par jour et par personne en fonction de l'effectif prévisible sur le chantier)

**Local ménage :** Prévoir un local de taille suffisante fermant à clé afin de pouvoir ranger les consommables, balais etc... Equiper le local d'un vidoir et d'un robinet de remplissage eau chaude et froide

	PGCSPS	Projet d'aménagement d'un parking au CP BDA	27/05/2025
		CP Bois d'Arcy 5 bis rue Alexandre Turpault 78390 Bois-d'Arcy	Indice A

#### **Hygiène :**

Les locaux doivent être correctement éclairés, aérés, désinfectés et chauffés, conformément à la réglementation en vigueur. Attention à mettre en place de l'extraction forcée dans les locaux. (Ventilation naturelle insuffisante)

- Prévoir des lave-bottes en nombre suffisant
- Prévoir des grattes bottes et escaliers à caillebotis avec protections en sous face sur les chantiers boueux

#### **Signalisation :**

L'accès à la base vie doivent être signalé depuis l'entrée du chantier et également dans le chantier

#### **Personnel féminin :**

**Un sanitaire/vestiaire indépendant devra être installé dès le début du chantier.**

Les consommables tels que papier toilette, savon, papiers essuie mains, etc., sont fournis par l'entreprise responsable de l'installation de chantier.

Tous ces locaux seront reliés entre eux par un passage couvert.

Lors de l'établissement du plan d'implantation de ces locaux, l'entreprise en charge de leur mise en place veille, à ce que les dispositions du Code du travail, en matière d'issues et dégagements, soient respectées.

Le contrôle électrique des installations de chantier sera réalisé périodiquement par un organisme agréé, il sera tenu à disposition du maître d'œuvre et du CSPS dans le registre de sécurité.

### **5.1.4. Accès aux installations de chantier**

Depuis l'espace public jusqu'aux cantonnements l'accès doit se faire sans équipement de protection individuel. Les cheminements seront hors survol de charges ou couverts. Les accès piétons seront assainis, praticables par tout temps et de faible déclivité (5% max). Ils sont exempts d'obstacle, éclairés et séparés physiquement des flux de véhicules et d'engins par des dispositifs résistants aux chocs.

Les cantonnements seront disposés de telle sorte que leur accès ne nécessite pas de pénétrer dans les zones de travaux ou de stockage. Si les vestiaires, les lavabos et douches sont installés dans des locaux séparés, la communication entre ceux-ci doit pouvoir s'effectuer sans traverser les locaux de travail ou de stockage et sans passer par l'extérieur.

L'accès aux toitures des bases vies sera de type escalier, les toitures seront équipées de dispositifs de protection collective contre les chutes de hauteur sur tout le périmètre.



## 6. LES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE

### 6.1. Renseignements pratiques propres à l'opération

NUMEROS D'APPEL (DEPUIS UN PORTABLE)	
POMPIERS	☎ 18
SAMU Urgences	☎ 15
Appel d'urgence	☎ 112
COVID 19 Information	0 800 130 000
CENTRE ANTI POISON	01 40 05 48 48
URGENCE YEUX	01 40 02 15 20
URGENCE MAINS	01 53 65 53 53
ELECTRICITE	0 810 333 + (0+N° Dpt)
GAZ	0 810 433 + (0+N° Dpt)

### 6.2. Les secours et évacuation du personnel

L'entreprise responsable de l'installation de chantier mettra en place et assurera pendant toute la durée de chantier, le fléchage, la signalisation au point d'accès et à l'extérieur, permettant aux Services extérieurs (Ambulance, Pompiers, etc.) de trouver rapidement l'opération.

Tous les accès ou voies pompier devront être dégagé à tout moment de la journée puis surtout en cas d'absence du chantier.

#### 6.2.1. Moyens de communication

Tout poste de travail doit être équipé d'un moyen de communication en état de marche.

#### 6.2.2. Signalisation

L'entreprise responsable de l'installation de chantier mettra en place une signalisation horizontale et verticale pour matérialiser les différents accès et pour indiquer :

- Les cheminements piétons
- La limitation de vitesse
- Les zones d'attente et de déchargement
- Les points de rencontre
- Les hauteurs de gabarits
- Les surcharges
- Les téléphones de secours
- Les extincteurs

Ces affiches seront mises en place et entretenues puis devront être lisibles et compréhensibles pour tout le personnel de chantier compte tenu des différentes origines et langues parlées.

### 6.3. Les mesures propres à chaque Entreprise


#### 6.3.1. Sauveteurs secouristes du travail

Chaque Entreprise doit assurer la présence de Sauveteurs secouristes du travail (SST) propre à son entreprise ou par concertation avec L'Entreprise titulaire, présente sur le chantier, en s'inspirant des conditions fixées par l'article R4224-15 du Code du Travail : Un membre du personnel reçoit la formation de secouriste nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence dans :

- Chaque atelier où sont accomplis des travaux dangereux
- Chaque chantier employant 20 travailleurs au moins pendant quinze jours où sont réalisés des travaux dangereux.

Les Sauveteurs secouristes du travail (SST) doivent être identifiables aisément par une marque de reconnaissance (badge, couleur du casque, marque sur la tenue de travail, etc.).



	PGCSPS	Projet d'aménagement d'un parking au CP BDA	27/05/2025
		CP Bois d'Arcy 5 bis rue Alexandre Turpault 78390 Bois-d'Arcy	Indice A



Chaque équipe en poste comprendra au moins un secouriste du travail.

Chaque entreprise doit disposer d'une trousse de premier secours (à vérifier et à compléter régulièrement) dont le contenu sera adapté par le médecin du travail en fonction des risques et du niveau de formation des Sauveteurs Secouriste du Travail.

### 6.3.2. Travail isolé

Les Entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'aucun personnel ne travaille isolément en un point où il ne peut être secouru à bref délai, notamment pour tous les travaux à risque particulier ou les lieux isolés (ex : en sous- sols, manœuvre d'engins, levage, travaux dans des locaux avec présence de courants électriques etc.).

Les Entreprise intervenantes, comme l'exigent les Règlements de Sécurité, désignent deux ouvriers pour tout travail isolé, même s'il n'en nécessite qu'un seul à ce poste.

Dans le cas de travaux de finitions hors travaux à risques, l'utilisation d'un Dispositif d'Alarme pour Travailleurs Isolés pourra être envisagé sous l'entière responsabilité de l'entrepreneur.

## 6.4. Sécurité Incendie

Une évaluation des risques spécifiques, réalisée en associant les représentants du personnel, doit permettre de choisir les mesures de prévention du risque d'incendie les plus appropriées, dans le respect des Principes Généraux de Prévention.

Les objectifs sont les suivants :

- Supprimer les causes de déclenchement des incendies, (stockage papier ou tout matériaux inflammables à proximité des travaux par point chaud)
- Limiter la propagation des incendies,
- Permettre une évacuation rapide et sûre des salariés,
- Assurer l'intervention rapide des services de secours et de lutte contre l'incendie.
- Contrôle du poste de travail deux heures après la fin des travaux par points chauds.

Chaque entreprise titulaire d'un lot prévoira une personne spécialement formée pour la lutte contre les incendies qui vérifiera les mesures prises et veillera à leur application.

Tout travail présentant un risque d'incendie devra être porté à la connaissance du Maître d'œuvre qui en appréciera la faisabilité.

### 6.4.1. Consigne de sécurité incendie

La consigne comporte notamment des indications concernant :

La lutte contre l'incendie :

- Localisation et Utilisation du matériel d'extinction et de secours,
- Désignation des personnes désignées pour mettre en œuvre et appliquer les consignes,

L'évacuation

L'alerte :

- Obligation pour toute personne apercevant un début d'incendie de donner l'alarme et de mettre en œuvre les moyens de premiers secours sans attendre l'arrivée du personnel désigné,
- Définition des moyens d'alerte,
- Personnes désignées pour alerter les sapeurs-pompiers dès le début de l'incendie,
- Adresse et numéro de téléphone du service de secours.

Le contrôle du matériel (éclairages de sécurité, extincteurs, etc.) : notamment les vérifications périodiques au moins tous les 12 mois.

La formation du personnel : exercices périodiques, au moins semestriels, permettant au personnel d'apprendre à reconnaître l'alarme sonore, à utiliser le matériel et à exécuter les diverses manœuvres nécessaires.

La consigne est affichée dans tous les locaux accueillant plus de 5 personnes.

La date des essais et exercices périodiques ainsi que les observations recueillies sont consignées sur un registre restant à demeure sur le chantier.


### 6.4.2. Travaux en mitoyenneté

Les zones en limite d'emprise feront l'objet d'une attention particulière de chaque entreprise notamment en matière de protection coupe- feu. En cas de travaux mitoyen avec une entreprise exploitante, un permis de feu conjoint pourra être effectué.

### 6.4.3. Matériel générateur de point chaud

Lors d'utilisation de chalumeaux, lances thermiques, disqueuses, toutes les précautions seront prises pour éviter la propagation d'un incendie et le risque de brûlure.

- Il sera veillé au bon état des raccords et flexibles d'alimentation, des chalumeaux et lances.

	PGCSPS	Projet d'aménagement d'un parking au CP BDA	27/05/2025
		CP Bois d'Arcy 5 bis rue Alexandre Turpault 78390 Bois-d'Arcy	Indice A

→ Des dispositifs anti-retours équipent les appareils.

#### 6.4.4. Permis Feu

Afin de s'assurer d'aucun manquement en matière de protection ni de contrôle concernant le risque d'incendie pendant le chantier, l'entreprise principale ou le titulaire d'un lot mettra en place un protocole d'exécution et de contrôle de travaux par point chaud.

Ce protocole concerne tout travaux de soudure, découpage, meulage, tronçonnage et autre présentant des risques d'incendie ou d'activation d'une détection Incendie. Il devra être délivré à chaque entreprise devant effectuer des travaux par points chaud.

Ce permis devra obligatoirement être notifié par écrit et en possession de la personne exerçant le travail par point chaud.

Ce protocole doit obligatoirement apparaître dans les PPSPS des entreprises concernées

Il inclura les mesures de prévention à assurer avant, pendant et après les travaux :

##### AVANT LES TRAVAUX

- S'assurer que le matériel utilisé est en parfait état.
- Éloigner, couvrir et protéger les installations à l'aide de moyens appropriés.
- S'assurer du dégazage complet des éléments, si les travaux sont effectués sur des volumes creux.
- S'assurer que toutes les ouvertures, fissures, interstices sont couverts.
- S'assurer que tout produit inflammable ou combustible soit largement éloigné du parcours des tuyaux et conduites à traiter.
- S'assurer que des moyens d'alarme et de lutte contre l'incendie sont présents à proximité immédiate du poste de travail.
- S'assurer que les dispositions nécessaires ont été prises pour éviter le déclenchement intempestif du système de détection ou d'extinction automatique.

##### PENDANT LES TRAVAUX

- Surveiller les projections incandescentes et leurs points de chute.
- Veiller à ne poser les objets chauffés que sur des supports propres et supportant la chaleur.

##### APRÈS LES TRAVAUX

- S'assurer que le système de détection ou d'extinction automatique a bien été remis s'il a été neutralisé pour les besoins de l'intervention.
- Inspecter le lieu de travail, les locaux adjacents et les environs pouvant être concernés par les projections d'étincelles ou les transferts de chaleur.
- Effectuer des inspections rigoureuses pendant 2 heures après la cessation du travail.

Exemple de permis de feu disponible sur [www.opbtp.fr](http://www.opbtp.fr)

#### 6.4.5. Interdiction de fumer et devapoter

Il est interdit de fumer ou de vapoter dans le chantier.

L'entreprise responsable de l'installation de chantier signalera ce point en apposant des affiches dans l'emprise chantier et dans la base vie.


Une zone fumeur pourra être créée dans le chantier à l'initiative des entreprises. Cette zone sera un espace clos dédié à la seule consommation de tabac. Elle devra répondre à des normes techniques (système de ventilation, d'ouverture) et des conditions d'utilisation (entretien, superficie, emplacement, signalétique et maintenance) définies par la réglementation.

#### 6.4.6. Feux ouverts


Les feux à usage de chauffage, de cuisson, de destruction ou tout autre usage sont strictement interdits sur la zone de travaux, dans la zone réservée aux cantonnements et dans toutes les emprises mises à la disposition des entreprises.

#### 6.4.7. Extincteurs portatifs communs et individuels

Moyens à mettre en place pour une utilisation commune	Responsable
<p><b>Localisation :</b></p> <p>Des extincteurs en nombre réglementaire selon les risques sont mis en place dans :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Bureaux de chantier,</li> <li>→ Vestiaires, réfectoires, couloirs, zone fumeur</li> <li>→ Dans ou à proximité immédiate des locaux où sont stockés ou utilisés des produits inflammables.</li> <li>→ Dans l'emprise du chantier et à minima un par étage disposé judicieusement et additionné en fonction de la surface (environ 200m<sup>2</sup> de plancher).</li> </ul> <p>Les extincteurs doivent être choisis en adéquation avec le type de feux possibles (classe de feux)</p> <p>Les emplacements des extincteurs communs seront portés à la connaissance de l'ensemble du personnel de chantier, avec report sur plan d'installation de chantier</p>	Entreprise titulaire du lot Installation de chantier
<p><b>Vérification :</b></p> <p>Les inspections doivent être réalisées au moins tous les trois mois par les utilisateurs.</p> <p>Une fois par an, une vérification doit être effectuée par un organisme/une personne certifié(e). Cette vérification doit donner lieu à un compte-rendu dont un exemplaire devra être disponible sur le chantier sur simple demande.</p>	

	PGCSPS	Projet d'aménagement d'un parking au CP BDA	27/05/2025
		CP Bois d'Arcy 5 bis rue Alexandre Turpault 78390 Bois-d'Arcy	Indice A

Moyens à mettre en place pour une utilisation individuelle	Responsable
<b><u>Quoi</u></b> : Extincteurs en état de marche Poudre et/ou Eau Les extincteurs doivent être choisis en adéquation avec le type de feux possibles et l'environnement (classe de feux)	Chaque entreprise
<b><u>Quand</u></b> : Pour tout travaux par point chaud (soudure, meulage, étincelles, etc.) → Travaux d'étanchéité sur parois enterrées ou sur terrasses → Travaux de soudage oxyacétylénique → Travaux générant des étincelles	
<b><u>Où</u></b> : → Cabine d'engins → Dans les containers ou locaux de stockage	

	PGCSPS	Projet d'aménagement d'un parking au CP BDA	27/05/2025
		CP Bois d'Arcy 5 bis rue Alexandre Turpault 78390 Bois-d'Arcy	Indice A

## 7. LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

### 7.1. Entreprises Titulaires

Chaque entreprise à l'obligation de remettre à ses sous-traitants :

- Un exemplaire du présent PGCSPS.
- Son propre PPSPS
- Un document précisant les mesures d'organisation générale qu'elle a retenues et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs

#### 7.1.1. Inspections Communes

Chaque entreprise intervenante Titulaire ou sous-traitante doit réaliser son inspection commune avant le début de ses travaux. Elle permet de préciser, les consignes à observer et les modalités de mise en œuvre des mesures figurant au PGCSPS et dans les autres pièces de l'appel d'offre (notamment l'utilisation de moyens mis en communs et les mesures de prévention liées à la coactivité). Cette inspection contribue à l'élaboration du PPSPS.

Le délai de prévenance du CSPS est de 15 Jours.

Les obligations de l'entreprise pour effectuer l'inspection commune :

- Avoir prévenu le maître d'ouvrage pour Agrément puis le maître d'œuvre
- Avoir transmis après vérification du responsable sécurité de l'entreprise titulaire, son projet de PPSPS.

#### 7.1.2. Accueil des intervenants sur le site

Chaque Entreprise doit veiller à ce que son personnel, y compris les salariés intérimaires, ait reçu une formation pratique et appropriée en matière de sécurité, le jour même de leur arrivée sur le chantier.

#### 7.1.3. Aptitude médicale

L'ensemble du personnel intervenant sur le chantier doit être reconnu " apte médicalement " et avoir subi les visites médicales et les vaccinations obligatoires liées à l'exercice de sa profession, ainsi que celles exigées par le médecin du travail.

Une copie des fiches d'aptitude délivrées par le médecin du travail de chaque Entreprise doit être tenue sur le chantier dans le vestiaire de chaque ouvrier.

#### 7.1.4. Encadrement.

Tous les ouvriers sur le chantier sont encadrés par une personne " responsable " et présente physiquement sur le site qui veille au respect des conditions de sécurité du travail, du PPSPS et du PGCSPS.

Le ou les noms des personnes figurent au PPSPS des Entreprises.

Cas particulier pour les entreprises étrangères :

- Une personne responsable et parlant français devra être présente en permanence physiquement sur le site.
- Le nom et numéro de téléphone de cette personne devra apparaître clairement dans le PPSPS de l'entreprise.
- Le PPSPS de l'entreprise devra être établi en deux exemplaires, un exemplaire dans la langue d'origine des salariés et un exemplaire en français.

#### 7.1.5. Travailleurs étrangers

Il est obligatoire que pour un groupe de travailleurs étrangers, il y ait un interprète permanent parlant français afin de communiquer clairement sur les problèmes de sécurité qui demandent une réactivité immédiate

### 7.2. Sous-traitants

En cas de sous-traitance, l'attention des Entreprises est attirée sur :

- Les dispositions réglementaires du Code du Travail (article L 8231.1),
- L'agrément du Maître d'ouvrage / Maître d'œuvre,
- Les dispositions de la Coordination SPS pour accès au chantier et exécution des travaux


Dans le cas où une Entreprise sous-traite tout ou partie de l'exécution du marché conclu avec le Maître d'Ouvrage, elle remet à chacun de ses sous-traitants un exemplaire du présent PGCSPS.

Elle doit également remettre un document précisant les mesures d'organisation générale qu'elle a elle-même retenues en matière d'hygiène et de sécurité.

Chaque sous-traitant a donc l'obligation d'établir son PPSPS, après remise de ces documents, préalablement à toute intervention sur le chantier dans un délai d'au moins 30 jours après réception du contrat de sous-traitance signé de l'Entrepreneur.

Ce délai peut être ramené à 8 jours pour les travaux accessoires si ceux-ci ne relèvent pas de travaux à risques particuliers définis par arrêté.

Les PPSPS sont élaborés dans les mêmes conditions que pour l'entreprise titulaire.

	PGCSPS	Projet d'aménagement d'un parking au CP BDA	27/05/2025
		CP Bois d'Arcy 5 bis rue Alexandre Turpault 78390 Bois-d'Arcy	Indice A

### 7.3. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant une activité sur le chantier doivent établir un PPSPS et à le remettre au Coordonnateur SPS.  
Le présent PGCSPS leur est applicable.

### 7.4. Personnels intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- Qu'il ne l'emploie pas pour des travaux qui lui est interdit (liste des travaux interdits aux intérimaires)
- Qu'il a reçu une formation appropriée et pratique en matière de sécurité.
- Que le certificat d'aptitude médicale (renforcée pour cas spécifique) a bien été délivré.
- Que le personnel bénéficie de cartes de travail ou de séjour en règle.
- Qu'il est équipé des moyens de protection individuelle adapté à sa tâche.
- Qu'en cas de travail à des postes présentant des risques particuliers pour sa santé ou sa sécurité, bénéficie d'une formation renforcée à la sécurité ainsi que d'un accueil et d'une information adaptés dans l'entreprise dans laquelle ils sont employés
- Que le salarié soit intégré au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne les équipements individuels et les cantonnements (accès aux vestiaires, réfectoire, sanitaires etc.)

Les Entreprises doivent également informer les personnels intérimaires des risques encourus et des règles de sécurité comme pour leur propre personnel.

### 7.5. Location d'engins avec chauffeur ou prestataire de service

Les Entreprises ayant recourt à des prestataires de service ou à une location d'engin avec chauffeur avertira le coordonnateur SPS ainsi que le maître d'œuvre par un simple courrier ou e-mail.

Celui-ci mentionnera :

- Le nom de l'entreprise
- La date et durée d'intervention
- Les travaux prévus
- Liste du personnel

Un accueil sécurité sera effectué par l'entreprise mandatrice qui mentionnera clairement :

- L'adhésion à son PPSPS
- L'adhésion au PGCSPS du chantier
- Les règles de sécurité du chantier (Port des EPI, circulation, etc...)
- Contrôle des autorisations de conduite et CACES

L'entreprise sera responsable de son prestataire, elle vérifiera et s'assurera :

- De mettre en place les protections collectives adaptées à ses travaux (balisage, signalisation, protections)
- Que les vérifications périodiques et examen d'adéquation des engins utilisés soient conformes à la réglementation en vigueur.

Les intervenants et prestataires de chaque entreprise, non considérés comme sous-traitants, interviennent sous la responsabilité de l'entreprise qui la missionne. À ce titre, celle-ci leur transmet elle-même les consignes du CSPS, l'informe sur les risques liés aux travaux et intègre leurs tâches et leurs risques dans son propre PPSPS.

### 7.6. Obligations et responsabilités des entreprises

La tenue du respect des délais ne saurait être un obstacle aux règles de sécurité.

Chaque Entreprise est donc tenue de mettre en œuvre tous les moyens compatibles entre les respects des délais et de règles de sécurité. Dans le cas d'une difficulté ou d'une impossibilité, l'Entreprise en informe immédiatement le Coordonnateur SPS.

Dans le cas d'une situation litigieuse, le Coordonnateur SPS peut consulter ou faire appel à un Organisme spécialisé. (Inspection du travail, CRAM, OPPBTP.)


Il est rappelé aux Entreprises que lorsqu'un risque sérieux d'atteinte à l'intégrité physique d'un intervenant existe du fait de l'inobservation ou du manque des règles de sécurité, le Coordonnateur pourra en référer au Maître d'Ouvrage qui prendra toutes les mesures adéquates notamment en faisant arrêter le chantier.

L'Inspecteur du Travail pourra également saisir le juge des Référés pour une fermeture temporaire du chantier (article L4732-1 du Code du travail) L'entreprise responsable en subit alors toutes les conséquences pénales et financières.


### 7.7. Sujétions dues à la présence simultanée d'entreprises différentes sur le chantier

Les Entreprises sont tenues de participer aux réunions de chantier pendant lesquelles la coordination de sécurité sera abordée, notamment en ce qui concerne :

- Le calage permanent du calendrier d'exécution.
- L'organisation de la coactivité.

	PGCSPS	Projet d'aménagement d'un parking au CP BDA	27/05/2025
		CP Bois d'Arcy 5 bis rue Alexandre Turpault 78390 Bois-d'Arcy	Indice A

- L'organisation de la circulation.
- L'analyse des mesures de sécurité en cours et la définition des mesures à observer.
- L'intervention de nouvelle Entreprise.

	PGCSPS	Projet d'aménagement d'un parking au CP BDA	27/05/2025
		CP Bois d'Arcy 5 bis rue Alexandre Turpault 78390 Bois-d'Arcy	Indice A

## 8. LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE LE COORDONNATEUR, LES ENTREPRISES ET LES Sous-traitants

Remarques importantes : L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie en rien l'étendue des responsabilités qui incombent aux entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé. La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité des délais.

Outre le code du travail applicable à chacune des entreprises intervenantes, les entreprises devront prendre en compte toutes les recommandations émanant des organismes règlementaires tel que la CRAMIF et CNAMTS, INRS et OPPBTP. Le coordonnateur Sécurité se réserve le droit d'imposer ces méthodes à tout moment en cas de litige ou d'interventions jugées inappropriées.

Tout courriel envoyé ou reçu est susceptible d'être annexé au registre journal de la coordination au bon vouloir du CSPS.

### Les entreprises devront :

- Répondre par écrit aux observations du coordonnateur SPS et viser ou accuser réception du registre journal qui sera envoyé par mail,
- Mettre en œuvre et appliquer les dispositions prises par le coordonnateur SPS,
- Désigner un interlocuteur unique (responsable sécurité) pour le coordonnateur SPS,
- Prendre contact au moins **15** jours avant le début de ses travaux pour réaliser l'inspection commune,
- Transmettre un projet de PPSPS lors de la demande d'inspection commune,
- Vérifier et donner son avis sur les PPSPS de ses sous-traitant, notamment sur les accès, plans et méthodes prévues pour intervenir,
- Faire parvenir son PPSPS (en français) au moins 8 jours avant le début de ses travaux,
- Pour tous les travaux à risques particuliers (en annexe du présent PGSC), établir des modes opératoires et les communiquer préalablement au démarrage des travaux concernés,
- Transmettre au Coordonnateur SPS la liste des produits dangereux qu'elle compte utiliser sur le chantier avec les fiches de données de sécurité, associées aux méthodes qu'elle compte prendre.

L'entreprise qui souhaite sous-traiter ses travaux doit au préalable en informer le maître d'ouvrage et faire agréer son sous-traitant.

Le coordonnateur SPS informera sans délai le maître d'ouvrage de tout manquement à la présente procédure.

En cas de sous-traitance non connue ou non agréée, le coordonnateur pourra expulser le sous-traitant du chantier.

### **En cas de prestataire :**

Les prestataires de l'entreprise, non considérés comme sous-traitants, interviennent sous la responsabilité de l'entreprise qui les missionne. À ce titre, celle-ci leur transmet elle-même les consignes du CSPS, les informe sur les risques liés à leurs travaux et intègre leurs tâches et leurs risques dans son propre PPSPS.

Les entreprises prestataires ne travaillent pas seules sur le chantier, l'encadrement est assuré par l'entreprise qui la missionne.



## 9. ANNEXES

### 9.1. Annexe n° 1 : Fiche d'appel des secours

# En cas D'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

**Téléphonez au:**

**1 8**

**Pompiers**

**1 1 2**

**Centre d'appels secours  
et dites...**

**1 5**

**Samu**

### 1 Ici chantier

À CP Bois d'Arcy 5 bis rue Alexandre Turpault 78390 Bois-d'Arcy  
Projet d'aménagement d'un parking au CP BDA

### 2 Précisez la nature de l'accident...

(Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...)

... et la position du blessé (par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...) ... et s'il y a nécessité de dégagement.

### 3 Signalez le nombre de blessés et leur état

Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.

### 4 Décrivez l'intervention du secouriste


Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...

### 5 Fixez un point de rendez-vous et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

### 6 Faites répéter le message. Ne raccrochez jamais le premier.

**SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste à jour mentionnant leurs noms doit être affichée sur le chantier.** Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque ou sur leur tenue de travail.



	PGCSPS	Projet d'aménagement d'un parking au CP BDA	27/05/2025
		CP Bois d'Arcy 5 bis rue Alexandre Turpault 78390 Bois-d'Arcy	Indice A

## 9.2. Annexe n° 2 : Cadre du PPSPS

### CADRE DU PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE - (P.P.S.P.S. Simplifié)

#### Chapitres minimums à traiter par les entreprises

##### **1 RENSEIGNEMENTS GENERAUX**

- ☐ Dénomination du chantier (Adresse et téléphone)
- ☐ Nom et adresse de l'entreprise
- ☐ Nom et qualité du ou des responsables des travaux (Responsable sécurité et référent COVID-19)
- ☐ Nature et importance des travaux à réaliser
- ☐ Date de démarrage des travaux
- ☐ Délai d'exécution des travaux
- ☐ Planning prévisionnel des travaux
- ☐ L'effectif du personnel et son évolution
- ☐ L'effectif prévisionnel des sous-traitants
- ☐ Noms et adresse des sous-traitants (avec description des travaux sous-traités, le nom et les coordonnées des responsables)


##### **2 RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ORGANISATION DU CHANTIER**

- ☐ Consignes des premiers secours
- ☐ Nom et coordonnées du responsable de sécurité sur site
- ☐ Nom et coordonnées de l'agent d'organisation de chantier sur site
- ☐ Nom des travailleurs secouristes
- ☐ Matériel médical sur le chantier
- ☐ Mesures prises pour assurer l'hygiène et les conditions de travail
- ☐ Transport et hébergement du personnel
- ☐ Surveillance médicale spéciale

##### **3 MESURES DE SECURITE APPLICABLES AUX INTERVENTIONS DE L'ENTREPRISE SUR LE CHANTIER**

- ☐ Protections collectives mises en place
- ☐ Moyens matériels utilisés et leur contrôle sur site (matériel d'élévation du personnel et du matériel)
- ☐ Description des installations de chantier (zones de travail, zones de stockages, circulations, etc)
- ☐ Analyse des risques générés par les autres entreprises et l'environnement (Risques importés)
- ☐ Analyse des risques générés envers les autres intervenants en coactivité (Risques exportés)
- ☐ Analyse des risques générés par mon activité sur mon personnel (Risques propres)
- ☐ Mesures propres concernant le COVID (employeur pour ses salariés)
- ☐ Mesures collectives mises en place pour le chantier (affiche, masque, organisation)
- ☐ Modes opératoires
- ☐ Risques liés à l'activité de l'exploitant
- ☐ Mesures prises pour le chargement et Déchargement des matériaux (DHOL)

**Nota : Dans les tableaux d'analyses de risques, formaliser le nom de l'entreprise mettant en place les moyens de prévention**

	PGCSPS	Projet d'aménagement d'un parking au CP BDA	27/05/2025
		CP Bois d'Arcy 5 bis rue Alexandre Turpault 78390 Bois-d'Arcy	Indice A

### 9.3. Annexe n° 3 : Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité Initial (D.H.O.L)

*Ce document servira à minima à titre d'exemple pour les entreprises amenées à livrer sur le chantier*

ce document servira à remplir à titre d'exemple pour les entreprises aménageant à l'inter sur le chantier.

CSPS Référent		RISK CONTROL	Nom du CO
Indice	Date de modification	Eléments modifiés	
A	18/07/2022	DHOL Initial	
Adresse emprise travaux			
CP Bois d'Arcy 5 bis rue Alexandre Turpault 78390 Bois-d'Arcy			

#### Partie à remplir par l'entreprise qui organise la livraison :

Nom de l'entreprise :		Plages horaires de livraisons prévues : Date : Créneau Horaire :	
Nom du réceptionnaire		Tél. du réceptionnaire	
Chef de manœuvre		Tél. du chef de manœuvre	
Gabarit et charge maxi			
Appareil de levage utilisé pour l'opération			
Zone tampon de stationnement	Emprise après arrêté de voirie		
Situation de coactivité	Oui	Si oui lesquels :	
Autres renseignements :			

#### Partie à remplir par le Gestionnaire de site

Contraintes horaires de livraisons	7h à 19h Du lundi au Vendredi		
Autres renseignements utiles (contraintes administratives...)			
Quai de déchargement disponible :	Oui	PIRL	Oui
Moyens mutualisés de levage et manutention disponibles sur place :	Type :		Charge et volume maxi :
Autres renseignements :			


<b>Livraison</b>	Nature de la marchandise : ..... Type de conditionnement : ..... Précautions particulières : ..... Matières dangereuses : <input type="checkbox"/> L'entreprise de transport certifie être en conformité avec la réglementation sur le transport des marchandises dangereuses (ADR et l'arrêté français du 17 déc. 1998) notamment l'affichage du code danger, son numéro d'identification, les documents de transport, la formation du conducteur, l'équipement du véhicule et son agrément.		
<b>Type de véhicule</b>	<b>Caractéristiques :</b> <input type="checkbox"/> Véhicule léger (< 3,5 tonnes) <input type="checkbox"/> Véhicule poids lourd : <input type="checkbox"/> Isolé <input type="checkbox"/> articulé <input type="checkbox"/> Autres : .....	<b>Aménagements :</b> <input type="checkbox"/> Plateau <input type="checkbox"/> Benne <input type="checkbox"/> Citerne <input type="checkbox"/> Autres : .....	<b>Equipements :</b> <input type="checkbox"/> Transpalette <input type="checkbox"/> Grue embarquée <input type="checkbox"/> Hayon élévateur <input type="checkbox"/> Autres : .....
<b>Equipements de Protection Individuelle (EPI)</b>	L'entreprise de transport s'engage à mettre à disposition de ses chauffeurs les Equipements de Protection Individuelle (EPI) adaptés aux risques encourus : <input type="checkbox"/> Chaussures de sécurité <input type="checkbox"/> Harnais <input type="checkbox"/> Casque <input type="checkbox"/> Gilet de signalisation <input type="checkbox"/> Gants de manutention <input type="checkbox"/> Autres : .....		

Consignes de circulation et de stationnement	Chauffeur	Réceptionnaire
S'assurer de la dimension des accès (hauteur, largeur) pour des livraisons à l'intérieur du bâtiment	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Faciliter le trafic en faisant stationner les camions en attente à proximité du chantier, sur des espaces ne gênant pas la circulation	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Respecter la limitation de vitesse : 10 km/h en arrivant sur le chantier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Prendre contact avec le chef de chantier dès l'arrivée sur site	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Indiquer les voies de circulation à emprunter et les zones interdites au chauffeur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Respecter la signalisation mise en place sur le chantier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Être vigilant et donner la priorité aux piétons et aux engins de chantier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Hors du véhicule : porter une attention particulière à la circulation d'engins, ne pas circuler dans les zones d'activités d'engins, se garer en marche arrière	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le chauffeur d'un véhicule en cours de déchargement se trouvant sur une circulation assujettie au passage de véhicule de secours se doit de rester dans son véhicule afin d'évacuer celui-ci dès que cette manœuvre lui est demandée.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Consignes de chargement / déchargement	Chauffeur	Réceptionnaire
S'assurer que la portance et la stabilité des accès et de l'aire de déchargement permettent la livraison sans risque de renversement du camion	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Prévoir une aire de déchargement suffisamment importante pour éviter tout risque de collision	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Indiquer le lieu de chargement / déchargement et les directives à suivre pour éviter tout accident	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Se positionner sur le lieu selon les directives du chef de chantier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
N'utiliser que des engins de levage adaptés, vérifiés et entretenus. Ne doivent conduire ces engins que le personnel ayant une autorisation de conduite appropriée	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
N'utiliser que des accessoires de levage adaptés, vérifiés et entretenus	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Dans le cas d'un grutage : suivre les consignes de guidage, zone de survol, risques d'interférences, présence d'une ligne aérienne, etc.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Vérifier l'arrimage et la stabilité des éléments (matériel, équipements, etc.) lors du levage	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Consigne spécifique liée à la livraison d'aciers	Chauffeur	Réceptionnaire
Proscrire les tortillards	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Consignes spécifiques liées à la livraison de béton	Chauffeur	Réceptionnaire
Vérifier la stabilité du camion et de la pompe à béton (si utilisée)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
En présence d'un système de pompage : <ul style="list-style-type: none"> <li>Interdire toute intervention sur le système de pompage à toute personne non qualifiée</li> <li>Eviter tout risque d'arc électrique entre la flèche et la ligne électrique aérienne en respectant les distances de sécurité</li> <li>S'assurer que le tuyau soit correctement fixé</li> <li>Veiller à l'alimentation permanente de la trémie pour éviter les projections</li> </ul>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Consigne spécifique liée à la livraison de bennes à déchets	Chauffeur	Réceptionnaire
S'assurer que la benne collectée est bien fixée	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Consignes spécifiques liées à la livraison d'éléments préfabriqués	Chauffeur	Réceptionnaire
Vérifier l'arrimage et la stabilité des éléments préfabriqués à chaque étape du déchargement pour éviter tout risque d'écrasement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
N'enlever les fixations individuelles qu'au fur et à mesure de l'accrochage des éléments à l'appareil de levage	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Ne déposer aucun élément en dehors des aires aménagées à cet effet	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Stabiliser les échelles utilisées pour accéder aux éléments	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

#### Annexe au DHOL

Prévoir un plan d'installation de chantier avec plan de circulation intégrant :

- La localisation exacte du chantier à livrer
- Les parkings et aires d'attente
- Le plan de circulation avec les aires de livraison et de retournement
- Les sanitaires dédiés aux chauffeurs
- Les points sensibles : lignes électriques, Câbles, Charges admissibles, Charge utile recette de matériaux etc...
- Les gabarits à respecter jusqu'à l'aire de livraison
- Capacité de levage de la grue de chantier

	PGCSPS	Projet d'aménagement d'un parking au CP BDA	27/05/2025
		CP Bois d'Arcy 5 bis rue Alexandre Turpault 78390 Bois-d'Arcy	Indice A